

A NOS LECTEURS

CE numéro paraît avec un retard considérable, qui n'a pas été sans inquiéter de nombreux lecteurs. La nouvelle offensive de la répression, dont il est fait état dans ce numéro, a naturellement eu sa grande part dans nos difficultés.

Le présent numéro est un numéro de transition, et, comme tel, ses défauts sont évidents. Il nous est apparu que, dans la période actuelle où le recul ouvrier s'exprime sur tous les plans, y compris celui de la pensée, où les notions les plus élémentaires de la lutte des classes sont remises en question, ou semblent frappées d'irréalité, il est nécessaire de défendre et d'illustrer avec la plus grande énergie la doctrine marxiste. L'activité théorique prend aujourd'hui une importance encore plus grande.

Il va de soi, d'ailleurs, que cette activité ne doit pas être conçue comme purement défensive. Une telle attitude reviendrait en fait à nous placer sur le terrain des adversaires du marxisme révolutionnaire. Ils vont proclamant que le marxisme est dépassé, et nous n'allons pas leur répondre en justifiant le marxisme, mais bien en le développant, c'est-à-dire en exposant les solutions du marxisme aux contradictions de la société contemporaine. Développer le marxisme concrètement, c'est-à-dire montrer dans toute son ampleur la signification actuelle du communisme, voilà, sans aucun doute, une tâche essentielle dans la période que nous vivons. Qu'une avant-garde révolutionnaire, même limitée en nombre, s'imprègne profondément du contenu du marxisme, et un pas essentiel en avant aura été fait.

Pour ces raisons, *La Vérité* insistera désormais beaucoup plus sur les problèmes théoriques, et c'est un peu une nouvelle formule que nos lecteurs y trouveront à partir du prochain numéro, qui contiendra notamment les articles suivants :

- Remarques sur le développement de la pensée marxiste.
- L'évolution de la social-démocratie.
- Karl Marx et les problèmes du parti ouvrier en 1848.
- Où en est le Parti Socialiste Unifié ?
- Astronautique et socialisme.

La Vérité paraîtra désormais quatre fois par an, le prix du numéro (de 48 à 64 pages suivant nos possibilités) étant fixé à 2 NF, et l'abonnement de un an (4 numéros) à 7,50 NF. Nos abonnés actuels recevront naturellement le nombre de numéros auquel ils ont droit.

Le prochain numéro (été 1960) paraîtra courant juillet.

DES MILITANTS OUVRIERS MENACÉS DU TRIBUNAL MILITAIRE POUR DÉLIT D'OPINION

Quatre militants ouvriers : Pierre LAMBERT, employé à la Sécurité sociale ; Gérard BLOCH, chef de travaux à la Faculté des Sciences de Paris ; Daniel RENARD, métallurgiste ; Stéphane JUST, ouvrier à la R.A.T.P., viennent d'être renvoyés, par un arrêt de la Chambre d'accusation en date du 25 février 1960, devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de Paris.

Que leur reproche-t-on ? Des articles écrits par eux et parus dans le journal trotskyste *La Vérité*, en 1956 et 1957, concernant le problème algérien. Cela, et exclusivement cela. Il s'agit donc d'un délit d'opinion à l'état pur.

Le scandale est d'autant plus flagrant que, pour des articles parus dans le même journal en 1954 et 1955, articles qui développaient naturellement les mêmes opinions, les quatre mêmes militants ont déjà été poursuivis ; et que, dans cette première affaire, en 1957, la Cour d'appel de Paris, réformant un jugement contraire du tribunal de première instance, avait jugé que leur cas *relevait exclusivement des tribunaux civils*, et les avait condamnés pour ces faits à six mois de prison avec sursis (condamnation d'ailleurs amnistiée en 1959).

Et maintenant, pour des faits identiques, pour avoir exprimé leurs opinions par voie de presse, les quatre militants sont déférés au Tribunal Militaire.

Ainsi donc apparaît à travers de tels faits toute la remise en cause de la liberté de la presse. Il est de juridiction constante que les délits de presse relèvent de la juridiction civile. Celle-ci, en la circonstance, n'a pas ouvert une nouvelle instruction. C'est la justice militaire qui intervient.

C'est pourquoi les quatre militants inculpés se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation.

C'est pourquoi les soussignés, militants ou responsables syndicaux de tendances diverses, intellectuels soucieux de la sauvegarde des libertés essentielles, se gardant de se prononcer au fond sur les opinions développées par ces quatre journalistes, s'en tenant au principe démocratique de séparation des pouvoirs,

— S'ÉLÈVENT de la façon la plus solennelle contre le renvoi de Lambert, Bloch, Renard et Just devant les tribunaux militaires ;

— APPELLENT les militants ouvriers et démocrates de toutes tendances à s'associer à leur protestation et à participer au Comité de Défense des quatre militants inculpés.

(Voir au verso les premières signatures.)

PREMIERS SIGNATAIRES :

- | | |
|---|---|
| G. LAURE
Secrétaire général de la Fédération
de l'Education Nationale (Autonome) | P. TRIBIE
Secrétaire général de la Fédération
des Fonctionnaires F.O. |
| G. NOUVEL
Secrétaire de la section syndicale C.G.T.
de l'usine Brissonneau (Nantes) | D. FORESTIER
Secrétaire général du Syndicat National
des Instituteurs (Autonome) |
| G. DELAMARE
Secrétaire général de la Fédération
des Métaux F.O. | R. HOYEZ
Secrétaire général du Syndicat
des Charpentiers en fer (C.G.T.) |
| A. SIDRO
Secrétaire général de la Fédération
des Employés F.O. | P. DHOMBRES
Secrétaire général du Syndicat National
de l'Enseignement Secondaire (Autonome) |
| R. PATOUX
Secrétaire général
de l'Union Départementale F.O.
de la Région Parisienne | A.-M. BERNARD
Secrétaire général
de la Chambre Syndicale Typographique
de la Région Parisienne (C.G.T.) |
| A. HEBERT
Secrétaire général de l'Union Départementale F.O.
de la Loire-Atlantique | B. ROULET
Secrétaire général du Syndicat National
de l'Enseignement Technique (Autonome) |
| J. SALAMERO
Responsable des Métaux C.G.T. | C. LEMOINE
Délégué mineur C.G.T. |
| J. CHONION
Secrétaire de l'Union Départementale F.O.
de la Région Parisienne | R. LAPEYRE
Secrétaire général de la Fédération
des Travaux publics F.O. |
| P. DERCOURT
Secrétaire de la Fédération
des Employés F.O. | G. BAJOMETZ
Secrétaire générale du Syndicat
des Gens de maison C.G.T. |
| JEAN CASSOU
Directeur du Musée d'Art Moderne | J. PUYVANDRAN
Responsable des Métaux C.G.T. |
| ANDRÉ BRETON
Ecrivain | L. SCHWARTZ
Professeur à la Sorbonne |
| M. JOYEUX
Ecrivain | |

Je m'associe à l'appel ci-dessus, et je donne mon adhésion au Comité de Défense.

NOM

ADRESSE

PROFESSION

SIGNATURE

Adresser les adhésions au Comité de Défense et toute correspondance à :
M^{me} Ida BOIREAU, Syndicat Force Ouvrière,
14, rue Viala - PARIS (XV^e)

S O U S C R I V E Z pour contribuer au développement de cette campagne de protestation.

Versez les souscriptions à :

M^{me} A. JACQUENET - C.C.P. LYON 3468-92.

D'autres exemplaires de cet appel et des listes de souscription seront adressés sur demande.

QUATRE MILITANTS TROTSKYSTES

traduits devant le Tribunal Militaire

Sous ce titre vient de paraître une brochure (1) dans laquelle sont exposées les idées pour lesquelles les quatre militants sont poursuivis, les conditions dans lesquelles se prépare ce procès, et sa portée politique. La brochure comprend cinq parties :

I. — Le "crime d'opinion", justiciable des tribunaux militaires.

II. — Un procès dirigé contre les libertés démocratiques essentielles.

III. — Les marxistes et la guerre d'Algérie.

IV. — Crime de marxisme ?

V. — Justice antidémocratique, justice de classe.

Nous reproduisons ci-dessous la conclusion de l'ensemble.

En France, depuis le 1^{er} juin 1958, les libertés démocratiques semblent respectées, la liberté d'opinion, les droits de réunion et d'association ne sont pas touchés. Cependant que, dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique du pays, le dispositif antidémocratique est mis en place. Les lois antilaïques, les projets d'association capital-travail, toujours sur le chantier, caractérisent clairement le régime, en équilibre instable entre le respect des libertés et leur suppression autoritaire. L'arrêt de la chambre d'accusation contre les trotskystes marque qu'une étape supplémentaire a été franchie, dans une voie qui ne peut conduire qu'à l'étranglement des libertés.

Pour la première fois, quatre militants ouvriers sont traduits devant le tribunal militaire, exclusivement pour ce qu'ils ont dit et écrit. La cause revêt ainsi l'importance d'un test politique décisif.

Si c'est un journal trotskyste qui fait l'objet aujourd'hui de ce premier procès d'opinion dont ait à connaître la justice militaire, cela tient à toute une série de raisons, dont la moindre n'est très certainement pas le fait que, marxistes conséquents, nous avons défendu le point de vue de la révolution socialiste. Mais il n'est pas permis d'en douter : le cas des quatre trotskystes ne constitue que le premier maillon de la chaîne de la répression qui s'abattra sur tous les journalistes actuellement poursuivis devant la justice civile. Plus généralement, ce procès indique une volonté très arrêtée de museler toutes les libertés. Car, là où la liberté d'opinion est supprimée, c'en est fini rapidement des libertés de réunion, de parole, de presse et d'organisation. C'est là la conséquence principale, encore que plus lointaine, de l'arrêt rendu par la chambre d'accusation ; c'est contre ce danger que doivent se rassembler tous ceux, militants et organisations, pour qui la défense des libertés démocratiques est un impératif politique majeur.

Il y a plus. L'examen objectif de l'acte d'accusation prouve que les motivations du renvoi devant le tribunal militaire des quatre militants trotskystes se situent dans le cadre d'une politique bien définie, la politique d'intégration, qui est celle d'un secteur restreint de

l'opinion. Dès lors, le procès en cours prend-il la signification d'une tentative faite par une tendance politique pour utiliser l'arme de la répression contre toutes les autres tendances ne partageant pas son point de vue, résumé par le slogan : « *L'Algérie, c'est la France* ». C'est toute une conception de la justice qui est en cause, d'une justice se prétendant impartiale, alors que son intervention fait le jeu de l'aile la plus rétrograde de la classe capitaliste.

Ainsi, répétons-le, il nous aurait été facile de nous abriter derrière les déclarations des principaux responsables de la politique française d'aujourd'hui. Dans la mesure où cela a permis d'éclairer le caractère éminemment antidémocratique et partisan de l'arrêt de la chambre d'accusation, nous avons mis en lumière cet aspect de la question. Mais le plus important pour nous, c'était et c'est de légitimer et de défendre les principes ouvriers et démocratiques du marxisme, qui sont à la base de notre activité politique ; la lutte pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même s'insère dans le cadre de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Pour les trotskystes que nous sommes, l'humanité ne pourra échapper à l'oppression, à l'exploitation, à la misère et à la guerre que par la victoire de la révolution socialiste.

Cette position est la nôtre. Tous les états et tous les appareils bureaucratiques du monde y sont hostiles. Elle est la seule à exprimer les intérêts fondamentaux du peuple algérien, des travailleurs français et des travailleurs du monde entier.

Si c'est le procès du marxisme que le tribunal permanent des forces armées de Paris entend faire, nous répondrons « présent », et revendiquerons hautement nos responsabilités.

Nous ne saurions mieux conclure qu'en rappelant en quels termes l'un des accusés, Gérard Bloch, terminait sa déclaration au procès du 4 juin 1957, devant la cour d'appel de Paris :

« En septembre 1942, un tribunal militaire de Vichy me condamnait à 12 ans de travaux forcés. L'histoire, depuis, a révisé ce jugement. S'il s'avérait que le présent procès, malgré nos explications, doive se terminer par une condamnation, l'histoire, j'en suis convaincu, réviserait ce jugement à son tour. »

(1) Une brochure de 32 pages 13,5x21. Envoi franco, contre 1 NF au C.C.P. 6022-01 Paris (S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-11^e). Prix de souscription : 2 NF, 5 NF et 10 NF.

Journal

Ce « Journal politique » a été rédigé, dans sa plus grande partie, fin janvier et début février 1960. Nous n'avons pas jugé nécessaire de le modifier, en raison même de ce que, tel qu'il a été écrit, ce texte permet d'examiner nos positions

à la lumière des événements qui se sont déroulés après sa réduction. Simplement, nous y avons ajouté deux chapitres, l'un sur les luttes ouvrières, l'autre sur l'échec de la conférence au sommet, pour l'actualiser.

DANS toute période de réaction naissent, croissent, prospèrent des idéologies et théories, reflets de situations dépassées. En général, ces idées périmées sont présentées sous les couleurs d'une pensée « originale », remettant tout en question, et, avant tout, la théorie et la politique révolutionnaire du marxisme. Tous ceux qui ont été éliminés des « affaires publiques » s'accrochent aux vestiges d'un passé récent, mais révolu, se drapant dans des attitudes, des comportements qui sont l'héritage de l'ancien contexte politique, radicalement modifié aujourd'hui par le développement de la lutte des classes. Le contenu change, le vocabulaire, l'attitude politique demeurent, avec beaucoup d'amertume, et un rien de prétention et de mépris pour les masses populaires, responsables, à leurs yeux, de tous les maux qui assaillent ces doctes représentants de la petite bourgeoisie, consacrés « chefs » et « idéologues » de la classe ouvrière.

S'il ne s'agissait que d'analyser les états d'âme de ces messieurs des appareils, et des intellectuels petits-bourgeois, chez qui le goût des « nouveautés » ne fait que traduire la servile soumission idéologique et politique à l'ordre établi (voir soutien à la grève du général), l'intérêt en serait médiocre. Mais le caractère réactionnaire de la période que nous vivons, renforcé par le profond conservatisme des appareils, pèse de tout son poids sur les masses et sur l'avant-garde révolutionnaire. Dans les rangs révolutionnaires, cette pression se manifeste sous des formes particulières, elle a essentiellement pour effet que, plus ou moins, on s'y refuse à tirer toutes les conséquences de la défaite subie par le prolétariat français le 1^{er} juin 1958, et qu'on en conteste la signification et la portée.

Regarder la réalité en face ; ne pas se laisser duper par ceux-là pour qui c'est une nécessité de s'acharner à prendre l'apparent pour le réel ; appeler les choses par leur nom et refuser, par exemple, de considérer la mobilisation du stylo entreprise par le « Mouvement de la paix » comme l'action — telles sont les principales tâches de l'heure. Il est vrai que peu nombreux sont ceux qui n'acceptent pas de se nourrir d'illusions. Le rêve et le verbe sont devenus les derniers remparts de ceux qui cherchent à fuir une dure réalité. Mais, aujourd'hui, rester ferme sur les principes du marxisme révolutionnaire, c'est ouvrir la seule possibilité de définir une véritable politique d'intervention dans la lutte des classes, et de préparer des positions solides dans la perspective de la remontée ouvrière qui sera la réalité de demain.

L'histoire nous l'apprend : lorsque la classe opprimée s'avère impuissante, pour des raisons diverses, à accomplir les tâches qui sont les siennes, c'est souvent la classe dominante qui en assure elle-même l'exécution, pour la défense de ses intérêts. L'unité allemande, réalisée sous la direction de Bismarck et des junkers prussiens, a été édiflée sur les décombres des révolutions de 1848. Sous une forme (révolutionnaire) ou sous une autre (réactionnaire), les problèmes posés par la marche de l'histoire doivent trouver une solution. Sinon la société tout entière se dissoudrait.

Depuis 1945, la bourgeoisie française est, en particulier, confrontée avec la crise de son empire colonial. Avec la poussée victorieuse de la révolution dans ses colonies (Viet Nam), le système de l'ex-empire français devait, en tout état de cause, être refondu : ou bien l'alliance révolutionnaire des peuples opprimés et du prolétariat français aurait raison de l'impérialisme ; ou bien la classe ouvrière ne parviendrait pas à sortir du cadre fixé par les dirigeants stalinien et réformistes, donc à apporter ses propres solutions révolutionnaires ; alors, le capitalisme serait amené à élaborer ses solutions réactionnaires. Le second terme de l'alternative historique ouverte par la montée révolutionnaire dans les territoires sous domination impérialiste est devenu la réalité d'aujourd'hui, préparée par la longue politique de trahison, dans la lutte des classes, des chefs officiels du mouvement ouvrier.

La définition de nouveaux rapports de domination entre l'impérialisme français et ses colonies ne doit pas être imputée à de Gaulle et à sa profonde, ou relative, sagacité. Non. La politique dite d'autodétermination a été préparée par tout le cours antérieur des événements. Depuis 1954, elle est inscrite dans la liquidation de la guerre d'Indochine, et l'autonomie interne concédée à Bourguiba à la suite du discours de Carthage (prononcé par M. Mendès-France, avec la caution du maréchal Juin). Elle découle de la conférence d'Aix-les-Bains et des accords de La Celle-Saint-Cloud, où fut décidée par E. Faure et Pinay la réintronisation de Mohammed V. Elle fut également préparée par le projet de loi-cadre élaboré par Mollet-Lacoste qui, sous une forme spécifique, amorçait la construction à terme d'un état bourgeois algérien autonome ; comme par la loi-cadre présentée par Deferre concernant l'Afrique Noire et Madagascar. De même, l'envoi massif de troupes françaises après le 1^{er} novembre 1954, décidé par Mendès-France et Mitterrand, annonçait le second volet, non moins indispensable, de l'autodétermination : la politique de pacification.

Ainsi, par un long cheminement, les cercles dirigeants de l'impérialisme français en sont arrivés à estimer que, pour la protection des intérêts de leur classe, dans la période historique actuelle, il était indispensable d'écarter l'indépendance politique aux territoires sous leur contrôle. Autour de cette perspective se rassemble indubitablement, depuis plusieurs années, la majorité de la bourgeoisie française. Néanmoins, celle-ci dut reculer à diverses reprises devant une fraction des grands colons européens d'Algérie qui, pour la défense de leurs intérêts particuliers, se sont assurés l'appui de la minorité européenne.

Pourquoi les capitalistes français durent-ils reculer ? Les raisons en sont diverses : il y eut d'abord la nécessité absolue de briser le dynamisme interne d'une révolution qui entraînait tout un peuple à lutter pour ses revendications fondamentales : réforme agraire, expropriation des trusts, banques, etc., sans la satisfaction desquelles l'indépendance nationale reste pour une large part un leurre ; puis, aussi, la profonde faiblesse des classes dominantes autochtones qui risquent à tout moment de se voir submergées par les masses, ce qui a pour conséquence que la mission de construire un état bourgeois, politiquement indépendant, mais assurant efficacement la défense des positions économiques, politiques, financières et stratégiques de l'impérialisme français, ne peut leur être concédée exclusivement.

En conséquence, la politique de la pacification militaire a répondu à la volonté d'écraser, dans la révolution algérienne, tout ce que celle-ci recèle d'implications socialistes.

Il y eut, enfin, la crainte qu'éprouvait la classe dominante de voir le prolétariat français surgir sur l'arène avec ses propres objectifs, lorsque les différends internes opposant les diverses fractions de la bourgeoisie s'élevaient à la hauteur d'une crise politique permanente.

Ce sont les dirigeants officiels du mouvement ouvrier, qui ont pour tâche de préparer les voies de la situation actuelle, où, pour la défense des intérêts généraux de leur classe, les bourgeois dans leur ensemble ont décidé de commencer à mettre au pas une de leurs fractions insubordonnée. La politique de Mollet est suffisamment claire pour que l'on ne s'y arrête pas. Celle des dirigeants du P.C.F., rythmant leurs positions sur les besoins de la bourgeoisie, mérite d'être brièvement analysée.

Après avoir condamné l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, les stalinien français se sont décidés à soutenir verbalement en août-septembre 1955, le F.L.N., lorsque celui-ci, ayant abandonné la revendication de l'indépendance, s'est replié sur le droit à l'indépendance. Ce recul eut, à l'époque, la signification d'une première adaptation à l'impérialisme, car le droit à l'indépendance implique étapes et virtualité, donc acceptation du fait que la réalité sociale algérienne ne permet la construction — à terme — d'un état bourgeois politiquement indépendant qu'en accord avec l'impérialisme.

Cependant, c'est en interdisant au prolétariat français le combat sur son propre plan de classe que la direction du P.C.F. apporte son soutien, de la façon la plus décisive, à la préparation d'une solution bourgeoise à la guerre d'Algérie. S'opposant à la généralisation de la grève en août-septembre 1955, votant les pouvoirs spéciaux le 12 mars 1956, isolant la lutte des rappelés de celle de la classe ouvrière, soutenant le gouvernement Pflimlin, refusant

de s'associer à la grève générale des enseignants le 30 mai 1958, les stalinien français ont matérialisé la « ligne générale » qu'exprime l'affirmation péremptoire par eux opposée aux ouvriers en lutte : « L'heure de la révolution n'a pas encore sonné. »

Les masses ouvrières de France, et le peuple algérien (celui-ci à un niveau plus élevé), ont cherché avec une grande combativité à résoudre les problèmes posés par la situation, avec leurs méthodes et pour leurs buts révolutionnaires. Les « appareils » ont tendu leurs énergies pour empêcher la marche vers la révolution ; mais la bourgeoisie, ne voyant pas la possibilité de sortir de l'impasse, dans les cadres parlementaires, a cherché refuge derrière le nouveau Bonaparte. La situation était, dès lors, transformée : en France, les masses se sont complètement retirées de la lutte, en Algérie le reflux de la révolution s'est fait sentir. Le rapport de forces entre les classes s'est modifié de façon décisive.

Ainsi, la bourgeoisie française recherche, aux problèmes posés par l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, sous le contrôle exclusif de l'état français, une solution conforme à la préservation de ses intérêts ; solution préparée par toute l'évolution antérieure, avec le recul de la révolution algérienne sous les coups de la politique de pacification, et avec la défaite politique, en juin 1958, de la classe ouvrière française. C'est là le contenu de la politique dite d'autodétermination. Mais, pour y arriver, et défier une partie des siens, les « ultras », la classe bourgeoise a dû se résigner (bénéficiant de l'appui ouvert de Mollet, et honteux de Thorez), à voir sauter la forme « démocratique » de sa domination, et à investir de tous les pouvoirs le général de Gaulle.

Consciemment ou inconsciemment, les réformistes, stalinien, progressistes se refusent à admettre l'évidence : c'est parce que la situation est aussi réactionnaire que l'état bourgeois — expression des intérêts généraux de la classe dominante — a pu affronter une épreuve de force avec une fraction de celle-ci ; autrement dit, c'est la certitude que le prolétariat français (politiquement défait) et le peuple algérien (en reflux) assisteraient passivement à ce règlement de comptes. La politique de de Gaulle est donc en relation directe avec la conscience que la bourgeoisie possède du rapport des forces réel entre les classes. Sans l'analyse exacte de ce rapport des forces, il est impossible de s'orienter dans les événements, et en particulier de comprendre les raisons qui ont amené de Gaulle à entreprendre la seconde étape de la consolidation de son pouvoir, qui consiste à imposer l'autorité de l'état bourgeois à toutes les fractions de la classe bourgeoise : l'armée, la police, l'administration, la justice, ne doivent plus épouser la querelle de telle ou telle fraction de la classe capitaliste. Eléments constitutifs de l'état bonapartiste, elles doivent être exclusivement les organes disciplinés de la politique qu'il fait sien, en tant qu'expression unique des intérêts généraux de la bourgeoisie française.

C'est d'ailleurs un sujet d'étonnement, constamment renouvelé, que de constater combien journalistes et hommes politiques « ouvriers et libéraux », (de toutes tendances) se dupent eux-mêmes (ce qui n'est pas très important), et dupent les masses (ce qui l'est plus). Il y a là la manifestation d'une véritable loi psychologique : moins leur influence sur les événements a de poids, plus leurs déclarations deviennent viriles.

Ainsi, ils ont dû, après s'être ralliés à la politique d'autodétermination, solliciter du « pouvoir » l'autorisation d'appeler les travailleurs à l'« arrêt national du travail » du 1^{er} février 1960. Relisez

« L'Humanité », « Libération », « Le Populaire », « France Observateur », etc. Vous y apprendrez que la « classe ouvrière » a joué un rôle déterminant dans la « défaite des factieux ». Et pourtant les choses ne se sont pas passées ainsi. De même, l'explosion de vertueuse indignation qui a envahi la presse française après la publication de l'interview de Massu au journal allemand doit être ramenée à ses justes proportions. On a appris depuis :

1° Que de Gaulle envisageait d'évincer Massu dès le début janvier ;

2° Que le journaliste allemand avait été sollicité par les services de l'ambassade de France à Bonn pour faire un reportage en Algérie.

3° Qu'à peine débarqué à Alger, ce journaliste a été reçu par toutes les autorités. C'est l'état-major du général Challe qui l'aurait dirigé vers les bureaux de Massu !



Le général Massu est rappelé à Paris après la publication de son interview démentie. Il est destitué le 22 janvier. Le 24 janvier, Lagailarde et Ortiz, avec l'appui d'une partie des cadres de l'armée, élèvent des barricades. Il est difficile de savoir si de Gaulle a prévu ou non l'ampleur de la riposte des ultras ; quoiqu'il en soit, une conclusion se dégage ; de Gaulle a voulu l'épreuve de forces, au moment choisi par lui et sur le terrain choisi par lui : l'autodétermination.

Du 24 au 28 janvier, l'« insurrection » ultra se consolide. Le général Challe et Delouvrier hésitent — le discours du délégué général l'atteste ; Debré ne sait à quel saint se vouer, déchiré entre sa « fidélité » et ses sympathies pour l'« Algérie française ». Mais, le 28, de Gaulle annonce le renversement de la situation. Il impose à Challe-Delouvrier le départ d'Alger : un communiqué émanant officiellement des milieux gouvernementaux, dont on a dit qu'il était rédigé par la présidence de la république, désavoue ce qu'il y a d'esprit de compromis avec les ultras dans la déclaration de Delouvrier. A dater de ce jour — 28 janvier — la situation se retourne : le 29, de Gaulle réaffirme ses positions intégralement. Il ne recule pas d'un pouce et exige la capitulation inconditionnelle des ultras, qui est consommée le 31 janvier.

Répetons-le : l'état bourgeois, expression des intérêts généraux de la bourgeoisie, est sorti vainqueur de l'épreuve de forces qui l'a opposé à une fraction de la classe dominante. La voie est, en partie au moins, déblayée pour qu'il cherche à régler seul, pour un temps, les contradictions internes, et à imposer les solutions correspondant à la défense des intérêts généraux de l'impérialisme.



Les dirigeants du mouvement ouvrier officiel ont très certainement le sentiment de s'être vaillamment battus dans la semaine du 24 janvier au 1^{er} février. N'ont-ils pas publié des communiqués flamboyants, expédié des télégrammes, envoyé des listes de pétition à la présidence de la république ? Une véritable barricade de papier et d'encre a été érigée contre l'offensive des ultras !

Rétablissons les faits : il est exact que des tentatives visant au déclenchement d'un mouvement avant le discours du général de Gaulle ont été faites. Constatons que rien de concret n'est sorti de ces conciliabules d'états-majors : ce sont les dirigeants de la C.F.T.C. qui ont négocié avec les services de la présidence de la république la date, la forme et les mots d'ordre de l'« action ». L'arrêt

national du travail d'une heure, organisé par les dirigeants du P.C.F., de la S.F.I.O., de la C.F.T.C., de la C.G.T., du P.S.A. et de l'U.G.S. pour le soutien du principe de la politique d'autodétermination, fut donc décidé par de Gaulle pour le 1^{er} février. C'est-à-dire que l'appel aux travailleurs fut décidé après que l'état eut imposé son autorité avec les méthodes qui lui sont propres. Les chevaliers de la « défense républicaine » n'aiment guère qu'on leur rappelle l'enchaînement réel des faits. Mille excuses : si l'illusion d'agir est noble, la vérité l'est plus encore.

L'influence des dirigeants stalinien et réformistes sur les événements apparaît ainsi sans équivoque : ils ont dû solliciter du pouvoir l'autorisation d'appeler les travailleurs, le 1^{er} février 1960, à la grève d'une heure. Telle est la réalité. Ce n'est pas là un épisode fortuit. Dans la pratique quotidienne, les appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier constatent leur insignifiance : aux beaux temps de la IV^e, ils étaient consultés, appelés à donner leur avis (dont il était tenu compte ou non). Aujourd'hui, ils sont informés de toutes les décisions, y compris celles les concernant directement, par la lecture du « Journal Officiel ». Mais admettre la position mineure où ils sont tombés, ce serait, pour les bureaucrates, avouer l'écrasante responsabilité qui est la leur dans les défaites qui ont engendré la situation actuelle. Cela, ils ne le peuvent pas. Car il y a un lien étroit entre le sabotage de l'action générale avant le 1^{er} juin 1958, et la décision d'en appeler à la grève générale le 1^{er} février 1960. En 1953, en 1955 la généralisation des luttes risquait d'aboutir à l'affrontement décisif entre le prolétariat et la bourgeoisie. Pour la préservation de l'état bourgeois (démocratique), il ne fallait pas la grève générale en 1953 et 1955. Pour préserver l'autorité de l'état bourgeois (bonapartiste), il fallait, en 1960, organiser, dans les formes exigées par la présidence de la république, la grève du général. Dans tous les cas, le mouvement ouvrier officiel est à la remorque de l'état bourgeois.



Les dirigeants « ouvriers » ont permis à la bourgeoisie de surmonter pour un temps sa crise, en supprimant momentanément le danger prolétarien. La classe ouvrière, affaiblie, est en situation de retraite politique. La tactique des luttes découlant d'une analyse correcte du rapport des forces entre les classes n'est donc pas l'offensive. Pour une étape, les travailleurs ne peuvent engager que des luttes défensives, en vue de préserver des positions économiques, politiques et d'organisation menacées directement par le pouvoir fort. Dans les conditions actuelles, l'aspect le plus important de l'« arrêt national du travail » n'est pas la participation ouvrière massive (notons néanmoins que, dans de nombreux secteurs, les débrayages furent limités.)

S'il est évident qu'en débrayant une heure, les travailleurs ont manifesté leur haine du fascisme, la forme du mouvement (arrêt national décidé par les services de la présidence de la république), le mot d'ordre (soutien de la politique du 16 septembre), le moment (après que de Gaulle ait réduit par ses propres moyens les ultras) sont déterminants pour l'appréciation de l'« action » engagée. Il serait puéril de croire que la classe ouvrière se trouve engagée, depuis le 1^{er} février, dans une nouvelle période où la généralisation des luttes jaillirait de ses aspirations spontanées au combat contre l'état bourgeois. Au contraire, c'est le « pouvoir » qui sort renforcé, plus apte avec les pouvoirs spéciaux à se dresser contre la classe ouvrière, ses droits, ses organisations, ses libertés. Non, les positions de lutte des prolétaires ne se sont pas améliorées. Mieux vaut, si l'on ne veut pas déchanter rapidement, ne pas accepter l'optimisme des bureaucrates syndicaux.

(Suite page 26)

Deux textes de KARL MARX

Les principes sociaux du christianisme

« **O**N pourrait se dispenser de longs discours ennuyeux sur le communisme », estime M. le Conseiller du Consistoire, « si seulement ceux qui en ont le devoir appliquaient les principes sociaux du christianisme, les communistes seraient vite réduits au néant » (1).

Les principes sociaux du christianisme ont eu dix-huit siècles pour faire leurs preuves, ils n'ont pas attendu pour cela Messieurs les Conseillers du Consistoire prussien.

Les principes sociaux du christianisme ont légitimé l'esclavage antique, glorifié le servage au moyen âge et conviennent également, en cas de besoin, pour soutenir l'oppression exercée sur le prolétariat, en prenant, il est vrai, un air navré.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée, et n'ont rien d'autre à offrir aux opprimés que le souhait pieux de voir leurs maîtres bien vouloir se montrer charitables.

Les principes sociaux du christianisme placent la compensation de toutes les infamies au ciel et légitiment par là-même le maintien de ces infamies sur terre.

Les principes sociaux du christianisme affirment que toutes les ignominies perpétrées par les oppresseurs contre les opprimés sont, ou bien une légitime punition pour le péché originel et les autres péchés, ou bien des épreuves que le seigneur, dans sa sagesse infinie, inflige à ceux qu'il a sauvés.

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi-même, l'abaissement, la soumission, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille; et le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter comme de la canaille, a plus besoin encore de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son esprit d'indépendance que de son pain.

Les principes sociaux du christianisme sont bons pour des cafards, et le prolétariat est révolutionnaire.

Voilà pour les principes sociaux du christianisme.

(Extrait de « Le communisme du Rheinische Beobachter », article paru dans le « Journal allemand de Bruxelles », le 12 septembre 1847.)

La religion est l'opium du peuple

EN ce qui concerne l'Allemagne, la critique de la religion est, pour l'essentiel, achevée, et la critique de la religion est la condition préalable de toute critique.

L'existence profane de l'erreur est compromise, une fois que son expression sacrée est réfutée. L'homme, qui n'a trouvé dans les fantasmagories célestes, où il recherchait un être surhumain, qu'une contre-épreuve de lui-même, ne sera plus enclin à ne trouver que l'ombre de lui-même, que l'inhumain, là où il cherche et doit chercher sa véritable réalité.

C'est l'homme qui fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme; tel est le fondement de la critique non-religieuse. Et, sans doute, la religion n'est-elle que la conscience, le sentiment qu'a de lui-même l'homme qui ne s'est pas encore conquis ou s'est déjà perdu. Mais l'homme, ce n'est pas une abstraction, une essence nichée hors du monde. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'état, la société. Cet état, cette société produisent la religion, une conscience du monde à rebours, parce qu'ils sont eux-mêmes un monde à rebours. La religion est la théorie universelle de ce

monde, son résumé encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spirituel, sa sanction morale, son complément solennel, son principe universel de consolation et de légitimation. Elle est la réalisation fantastique de l'humain, parce que l'humain ne possède pas de véritable réalité. La lutte contre la religion est donc, par voie de conséquence, la lutte contre ce monde-ci, dont la religion est l'arome spirituel.

La misère religieuse est à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre cette misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, la sensibilité d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit d'une vie où l'esprit n'a point de place. Elle est l'opium du peuple.

Surmonter la religion comme bonheur illusoire du peuple, c'est exiger son bonheur réel. Exiger que le peuple renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il sorte d'une situation qui rend les illusions nécessaires. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'aurole.

Si la critique a arraché les fleurs imaginaires qui ornaient les chaînes de l'homme, ce n'est pas pour que

(1) Marx polémique ici avec un journal monarchiste qui prétend porter remède à la misère du peuple et rendre la révolution sociale inutile par l'application des principes chrétiens.

celui-ci porte désormais des chaînes dépourvues d'illusions et de consolations. La critique de la religion ôte à l'homme ses illusions, afin qu'il pense, agisse, façonne son existence sans illusions, selon la raison, afin qu'il gravite désormais autour de son véritable soleil : lui-même. La religion n'est que le soleil illusoire, qui gravitera autour de l'homme, aussi longtemps que celui-ci ne gravitera pas autour de lui-même.

C'est donc la tâche de l'histoire, une fois évanoui l'au-delà de la vérité, d'établir la vérité d'ici-bas, de la vie réelle. Et la tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire, une fois démasquée la forme sacrée de l'aliénation de l'homme, est de démasquer cette aliénation dans ses formes profanes. La critique du ciel se change ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique de la politique.

... L'arme de la critique ne peut évidemment remplacer la critique des armes, la force matérielle doit être

abattue par la force matérielle ; mais la théorie elle-même devient une force matérielle dès qu'elle s'empare des masses. La théorie est apte à s'emparer des masses, dès qu'elle s'adresse à l'homme, et elle s'adresse à l'homme dès qu'elle se fait radicale. Être radical, c'est prendre les choses à la racine. Mais, pour l'homme, la racine c'est l'homme lui-même. La preuve évidente du radicalisme de la théorie allemande, donc de sa puissance pratique, c'est qu'elle prend pour point de départ le dépassement de la religion dans un sens réellement positif. La critique de la religion aboutit à cette conclusion que l'homme est l'être suprême pour l'homme : elle aboutit donc à cet impératif catégorique : il faut abolir toutes les conditions qui font de l'homme un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable ; des conditions que l'on ne peut mieux décrire que par l'exclamation de ce Français à propos d'un projet d'impôt sur les chiens : « Pauvres chiens ! Voilà que l'on veut vous traiter comme des hommes ! »

(Extrait de « Introduction à la critique de la Philosophie du droit de Hegel », 1544.)

Du nouveau sur Imre Nagy, Moscou et la révolution hongroise

MIKLOS MOLNAR, rédacteur à « Szabad Nep », organe central du P.C. Hongrois, est l'auteur de la fière réponse à la « Pravda » de Moscou au cœur de la révolution. Après la deuxième intervention russe (4 novembre 1956), il fit partie du petit groupe de communistes résistants qui publièrent le journal clandestin « 23 Octobre ».

Après l'arrestation de Miklos Gimes, le 5 décembre, il en assura la direction avec Peter Kende. Traqué par la police, il réussit à quitter la Hongrie au début de 1957. Il est aujourd'hui à Genève, où il travaille à l'institut universitaire des hautes études internationales, sous l'égide duquel vient de paraître l'ouvrage qu'il a rédigé avec Laszlo Nagy (1).

L'objet de ce livre n'est pas l'étude de la révolution hongroise ou de ses antécédents. Il s'interroge exclusivement sur le rôle d'Imre Nagy, « chef de la révolution hongroise », en même temps que son « modérateur » ; ce choix indique immédiatement les limites de l'ouvrage, ainsi que ses insuffisances. Le rôle d'Imre Nagy, ses hésitations, ses tournants ne s'expliquent que par un contexte politique que les auteurs connaissent bien, mais qui apparaît malheureusement encore trop peu dans leur œuvre.

IMRE NAGY AVANT 1953

Né en 1896, Imre Nagy était le fils d'un petit paysan. A 18 ans, il travaillait en usine à Budapest. Mobilisé sur le front russe, il est fait prisonnier. Libéré par la révolution, il s'engage dans la « Brigade rouge », et s'inscrit au parti bolchévique. Il est envoyé en Hongrie après l'échec de la révolution dirigée par Bela Kun, y milita jusqu'en 1930, après un séjour en prison pour « activité illégale ». En janvier 1930, il intervient au congrès de Vienne du P.C. hongrois contre la ligne officielle de la direction de l'Internationale Communiste, et se prononce pour la distribution des terres aux

paysans. Convoqué à Moscou, il fait son autocritique ; il s'y installe pour 15 ans. D'abord collaborateur de Boukharine à l'Institut agronomique, il s'efface presque entièrement durant la période où l'émigration communiste en U.R.S.S. est massacrée par Staline. Président d'un kolkhoze en Sibirie, il revient à Moscou, puis à Tiflis, d'où il dirige les émissions en langue hongroise de Radio-Moscou. Ce n'est qu'en décembre 1944 qu'il revient en Hongrie, avec Rakosi et les autres dirigeants du parti stalinien, dans les fourgons de l'armée russe.

Ministre de l'agriculture dans le gouvernement de la « réforme agraire » (15 mars 1945), il y gagne une popularité certaine de « distributeur de terres » parmi les paysans et les écrivains populistes. En novembre 1945, il est ministre de l'intérieur pour quelques mois (il sera remplacé par Laszlo Rajk). Le 15 septembre 1947, il croit sans doute avoir terminé sa carrière politique quand il devient président de l'assemblée nationale. Jusque-là, sauf l'épisode de 1930, rien, dans ses écrits ou ses discours, ne laisse prévoir son évolution ultérieure.

Mais 1948 est, en Hongrie, l'« année du tournant ». Nagy, spécialiste de l'agriculture, se cabre contre la collectivisation for-

cée, bombarde le Comité Central de mémoires sur cette question. Il est exclu du Bureau Politique, perd son poste de président de l'assemblée nationale. Seul son passé « moscovite » l'a sans doute sauvé du sort de Rajk, dont il semble avoir été un instant menacé. Cette demi-diagrâce prend fin en 1951 : il redevient ministre, remonte discrètement dans la hiérarchie. Il tient toujours à ses idées sur l'agriculture, et prononce en février 1953 un discours qui condamne fermement la collectivisation forcée. Est-ce à nouveau la retraite ? En mai, il abandonne ses fonctions politiques pour devenir membre de l'académie... Mais ce n'est qu'un nouveau faux départ : la mort de Staline, le 6 mars 1953, ouvre une ère de bouleversements profonds dans les pays contrôlés par le Kremlin.

L'ÉLU DE MOSCOU

En juin 1953, huit jours après l'insurrection de Berlin-Est, le maître de la Hongrie, Rakosi, et son président du Conseil, Istvan Dobi, sont convoqués à Moscou avec Imre Nagy. C'est pour y entendre une sévère

(1) Miklos MOLNAR et Laszlo NAGY : Imre Nagy, réformateur ou révolutionnaire ? (Genève-Paris, 1959.)

condamnation de la politique de Rakosi, et l'annonce des décisions du Kremlin : démission de Rakosi de la présidence du conseil, et son remplacement par Imre Nagy. Au retour des voyageurs, le 27 juin, le Comité central entérine. Menacée dans son existence, la bureaucratie opte pour une politique de concessions ; elle ordonne au P.C. hongrois de s'aligner. Pourquoi en Hongrie ? La situation, estiment M. Molnar et L. Nagy, était pire que dans les autres démocraties populaires, et Moscou a voulu y prendre des mesures préventives, ne serait-ce qu'à titre d'expérience. Pourquoi Imre Nagy ? Parce qu'il avait été un adversaire de Rakosi, parce qu'il jouissait d'une certaine popularité, parce que, surtout, il était, aux yeux de Moscou, un exécutant d'une fidélité à toute épreuve ; son passé en répondait. L'élément nouveau, le facteur inconnu était pourtant que Nagy prenait au sérieux la « nouvelle étape ».

Rien de réellement neuf dans « son » programme de réformes. Il parut pourtant, à certains égards, véritablement révolutionnaire. La réduction de la production de l'industrie lourde signifiait la condamnation des folles mégacomanes qui avaient amené la Hongrie au bord du gouffre. Le développement de l'industrie des biens de consommation, c'était l'espérance d'une vie meilleure pour les travailleurs. La nouvelle politique agricole, c'était la promesse la plus concrète, presque une réparation pour l'imbécillité des collectivisations forcées. La partie politique du programme, la remise en activité du parlement, semble la plus anodine et la plus insignifiante. Molnar et Nagy font pourtant justement remarquer à ce propos que la situation de la Hongrie « n'était pas sans rappeler celle de certaines démocraties de l'antiquité où la majorité de la population, n'ayant aucun droit, ne disposait d'aucun pouvoir, mais où il ne lui était tout de même pas indifférent d'être gouvernée par un ou plusieurs despotes, par toute l'aristocratie, ou encore par une communauté de citoyens cumulant tous les droits... » Enfin et surtout, la « consolidation de la légalité », annoncée par Imre Nagy, signifiait la libération de plus de cent mille prisonniers, le retour d'autres milliers de « déportés à la campagne ».

On sait les difficultés que rencontra Nagy dans l'application de ce programme limité. Fait pourtant de l'appui du Kremlin, il ne put venir à bout de l'opposition, du sabotage de l'appareil dirigé par Rakosi et ses amis. Il semble avoir mis du temps à comprendre la précarité de sa position, son isolement et son impuissance. Les courants d'opposition que les événements du Kremlin et les principes de la « nouvelle étape » ont aidé à cristalliser ne le reconnaissent pas encore comme leur chef de file. C'est seulement vers la fin de 1954, lorsqu'il se décide à révéler au grand jour une partie des résistances qu'il rencontre, lorsqu'il cherche à favoriser une certaine expression des masses par le canal de l'organisation du « Front Populaire », dont il voudrait faire un contrepoids de l'appareil, que l'opposition des écrivains et des journalistes reconnaît en lui son porte-parole, et commence à lui manifester sa sympathie. En réalité, à ce moment-là, Rakosi tient déjà sa revanche : la rédaction de « Szabad Nep » est

sévèrement épurée en janvier 1955 ; Moscou, au même moment, critique Nagy pour certaines de ses initiatives « incompatibles avec l'esprit du parti »... Le 18 avril 1955, il est limogé, et remplacé par le rakosiste Hegedus.

Mais il ne cède pas. Aucune pression ne peut lui arracher d'autocritique. Sans doute, avec la dénonciation des « erreurs » de l'époque stalinienne, Nagy a-t-il, plus encore que par le passé, confiance dans les dirigeants russes et leur volonté d'éliminer les tares du régime. Il ne désespère pas un instant de les convaincre, ainsi que le démontrent tous ses écrits de l'époque, des mémoires publiés ultérieurement. Sa résistance, les attaques lancées contre lui par les rakosistes vont faire de lui, après sa chute, le porte-drapeau d'un profond mouvement national.

L'OPPOSITION PREND FORME

Le 28 mai 1955, au moment où Khrouchtchev arrive à Belgrade, Miklos Gimes, l'ancien leader de l'opposition de « Szabad Nep », attaque, dans une assemblée du Parti, la direction du P.C. hongrois, l'accuse d'être en retard sur Moscou dans ses rapports avec Tito, et réclame la révision du procès Rajk. Parfaitement conscient du rapport des forces, Gimes utilisait Khrouchtchev pour miner Rakosi, mais sans se faire d'illusions sur Khrouchtchev. Il est immédiatement exclu du parti ; mais le signal est donné : c'est l'association des écrivains qui brandit dorénavant le drapeau de la révolte, à laquelle le discours de Khrouchtchev sur Staline au XX^e congrès du P.C. russe donnera publicité et élan. Le jeune professeur György Litvan attaque Rakosi en pleine réunion du parti. C'est la période, si souvent narrée, de la lutte des écrivains et des journalistes, des discussions passionnées du cercle Pe-tefi.

A ce moment, l'opposition peut être considérée comme constituée. Vers Imre Nagy et son petit groupe d'amis se sont tournés, à peu près en même temps, un groupe d'intellectuels communistes, des écrivains et des journalistes, de jeunes techniciens du parti, nombre d'anciens sociaux-démocrates, et le groupe des vieux amis de Rajk.

Aucune organisation. Rien que des groupes d'amis qui « se voient », échangent leurs idées, se partagent les rôles pour ce grand mouvement d'opinion qui soulève la Hongrie contre ses maîtres : ces oppositionnels communistes constituent le seul groupe politique capable de penser et d'agir à l'échelle du pays, mais sans véritable organisation.

Molnar vient ici confirmer par une analyse assez précise ce que nous savions déjà par Hungaricus et les auteurs de « La vérité sur l'affaire Nagy » (2). Cette opposition était profondément divisée. Son aile « modérée » s'en tient au programme de 1953 et à la « démocratisation du Parti », qu'elle entend libérer de la « clique Rakosi ». Elle repousse toute idée d'une organisation distincte, tout élargissement du groupe à l'extérieur du Parti. Son aile « radicale »,

qu'incarne Miklos Gimes, va beaucoup plus loin : s'étant heurtée à la bureaucratie, elle a analysé la société russe, elle ne croit plus au Parti, refuse de se laisser enfermer dans son cadre, sait qu'elle doit s'organiser en dehors de lui, et, contre l'appareil, construire sa propre organisation clandestine. Le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., en janvier 1956, assurera le triomphe momentané de la première, à qui il semble donner raison, puisque c'est Khrouchtchev lui-même qui dénonce les crimes de Staline. Mais la désillusion qui suit, quelques mois après, portera un rude coup au moral des uns et des autres, en même temps qu'elle les rapprochera dans un commun désespoir. « Nous avons raison, mais nous sommes impuissants »... et les « radicaux » eux-mêmes, convaincus pourtant de la nécessité d'organiser l'opposition, ne l'organiseront pas. C'est là l'un des drames les plus lourds de conséquences de la révolution hongroise. Imre Nagy y a sa part de responsabilité ; il n'est certes plus, selon Molnar, le « politicien réformiste de la nouvelle étape » ; « ses pensées politiques, son idéologie » sont « plus proches de l'aile radicale de son groupe » (n'écrit-il pas dans un mémoire au C.C. : « L'A.V.H., la police politique, est élevée au-dessus de la société et du parti et devient un organe coiffant le pouvoir » ?). Mais il reste irréductiblement attaché à la lutte légale à l'intérieur du Parti ; il se fixe toujours comme objectif de convaincre avant tout les dirigeants russes.

Le 21 juillet 1956, Mikoyan est à Budapest : il est venu, précisément, apporter le nouveau verdict de Moscou. Rakosi est limogé, et remplacé au secrétariat du Parti par son bras droit Geroe. La Hongrie doit s'aligner sur l'U.R.S.S., et Tito va cautionner cette nouvelle politique. Sur le plan hongrois, l'équipe dirigeante s'élargit ; avec le départ de Rakosi, symbole du stalinisme, montent ou réapparaissent dans la hiérarchie quelques-uns des plus illustres de ses victimes : l'oppositionnel Janos Kadar, torturé sous son règne, le politicien petit bourgeois Zoltan Tildy... On répète sous le manteau que Geroe va « relancer » des « réformes », qu'il se prépare à faire des avances à Nagy. Nagy lui-même semble avoir vacillé un instant.

C'est que cette demi-victoire de l'opposition — le limogage de Rakosi — lui porte, en même temps, un coup sérieux. Le ralliement de Kadar, l'appui de Tito rassemblent autour du despotisme éclairé qu'ils annoncent bien des hésitants, et tous les membres de l'appareil. Bien des réhabilités refusent de poursuivre la lutte politique : ils espèrent du nouveau gouvernement une tranquillité relative, mais bien méritée, et seront des facteurs de démoralisation de l'opposition. Surtout, la perspective de la poursuite de la lutte politique met l'opposition en face de ses propres contradictions, de sa propre absence de perspectives : c'est Geroe qui va appliquer sa politique réformiste, et elle ne peut ni ne veut lui opposer une politique révolutionnaire. Il semble bien, si l'on suit Molnar, que quelques réformes réelles réalisées par l'équipe Geroe auraient suffi pour désintégrer l'opposition. Or rien ne fut fait. Sans doute parce que Geroe ne voulait rien faire ? Surtout parce que ce ballet-hésitation

(2) Voir « La Vérité », n° 516 d'avril 1969.

se dansait sur un volcan. Les masses, que l'opposition de Nagy et de ses amis avait amenées à prendre conscience d'elles-mêmes, se sont mises en mouvement. Ce sont elles, désormais, qui joueront le premier rôle.

IMRE NAGY PENDANT LA RÉVOLUTION

Le 23 octobre au matin, Budapest est en effervescence : les jeunes préparent leur manifestation. Balazs Nagy, secrétaire du Cercle Petoefi, cherche à joindre Imre Nagy : il veut lui dire qu'aux yeux de ses amis, son accession au pouvoir est à l'ordre du jour après les événements polonais... Imre Nagy prolonge son week-end à la campagne. Vers midi cependant, Losonczy réussit à l'atteindre et à le convaincre de venir chez lui conférer avec ses amis. Nagy accepte. Mais il est catégorique : il désapprouve le projet de manifestation, ne prendra de responsabilités gouvernementales que si le Comité Central le lui demande. Le désaccord est sérieux : Nagy rentre chez lui, « presque fâché ». Dans l'après-midi, alors que des centaines de milliers de personnes acclament son nom, il refuse, malgré les instances de Losonczy, de sortir de chez lui, si le Parti ne le lui demande pas.

A 20 heures, Gerö a parlé. La manifestation redouble. La foule, devant le parlement, scande le nom d'Imre Nagy. Cette fois, il cède, après beaucoup d'hésitations. Ses amis vont le chercher en voiture. Il dit quelques mots pour appeler au respect de l'ordre, à la discipline, dire qu'une solution doit intervenir par « négociations et éclaircissements au sein du Parti ». On l'écoute à peine. Molnar précise : « Plusieurs, parmi ses meilleurs amis, lui dirent qu'ils considéraient son attitude comme une capitulation. »

Pendant la nuit, la bataille fait rage dans les rues de Budapest. Tandis que le C.C. délibère, Imre Nagy attend dans une pièce voisine. On sait que, finalement, trois décisions sortirent de cette assemblée : proclamation de la loi martiale, appel aux troupes russes, désignation d'Imre Nagy à la présidence, Gerö restant secrétaire du Parti. Selon Molnar, Nagy est hostile à l'appel aux Russes, hésite sur la question du maintien de Gerö à la tête du Parti, mais est favorable à la proclamation de la loi martiale. Il accepte sa nomination, cependant que ses amis Donath et Losonczy refusent la réintégration au Comité Central qu'on leur offre dans de telles conditions, et s'en vont...

Le 24, les combats continuent et s'amplifient. Avös (policiers) et troupes russes combattent les insurgés au nom du nouveau gouvernement Imre Nagy. A la radio, Nagy lui-même appelle les insurgés à se rendre, leur promet l'amnistie. Ce discours, « jugé inacceptable et décevant par la foule », marque, selon Molnar, la rupture avec ses amis : « Le fait que les armes aient commencé de parler l'avait fait reculer de deux ans en arrière... » Pendant cinq jours, au cours desquels se déroula, avec Mikoyan, une négociation dont on ignore tout, Imre Nagy s'efforce d'aboutir à un « compromis honorable » entre les insurgés et le pouvoir, entre la révolution et l'appareil du Kremlin. Était-il réellement prisonnier des

Russes et des Avös, comme l'ont déclaré les rapports de l'O.N.U. et le romancier Tibor Meray ? Plus que des mitraillettes, Miklos Molnar pense qu'il était prisonnier de son propre passé. Est-ce contre l'avis de Moscou, contre Mikoyan et Souslov qui quittent Budapest le 31, qu'il choisit, à partir du 29, d'accepter les revendications révolutionnaires, de reconnaître les autorités insurrectionnelles, de se poser en chef de la révolution ? C'est peu vraisemblable. En tout cas, la déclaration russe du 30 octobre sur les relations avec les démocraties populaires pouvait, au moins, entretenir les illusions de Nagy : Moscou le suivait sur le terrain des concessions. « De bon droit », écrit Molnar, « Nagy se berça de l'illusion de la victoire... Il obtenait gain de cause aussi bien auprès du peuple qu'auprès des Soviétiques, ses idées triomphaient, et, au lieu d'un compromis honorable, il gagnait une victoire. »

LA DEUXIÈME INTERVENTION RUSSE

La fin, pourtant, était proche. Il faut suivre de très près, ici, l'analyse de Molnar : volontiers critique, jusque-là, à l'égard d'Imre Nagy, il défend au contraire avec passion sa politique dans les jours qui précèdent l'intervention russe et la mise sur pied du gouvernement Kadar. Pour lui, « c'est dans une situation politique évoluant vers la démocratie socialiste et la stabilisation intérieure que les événements extérieurs ont fait irruption. »

Dès le 31 octobre, en effet, arrivent de Miskolc les nouvelles de l'entrée en Hongrie de troupes russes fraîches. Le 1^{er} novembre, l'ambassadeur Andropov dément : il ne s'agit que de « mouvements de forces de police ». Le même jour, Nagy a la certitude de l'arrivée de 16 divisions, de l'encercllement systématique de la capitale et notamment des aérodromes. Andropov affirme qu'il ne s'agit que d'assurer le rapatriement des citoyens russes. Nagy appelle Mikoyan au téléphone. Moscou refuse la communication... Pour Imre Nagy, comme pour Molnar, c'est l'U.R.S.S. qui, dès ce moment, a franchi la Rubicon. Les deux mesures dont bien des bonnes âmes expliquent qu'elles ont provoqué l'intervention russe, la dénonciation du pacte de Varsovie et la déclaration de neutralité de la Hongrie, furent, en réalité, les deux moyens par lesquels Nagy chercha in extremis à sauver la situation. Mais la décision russe était prise. Bien qu'il ne se soit produit, entre les 1^{er} et le 4 novembre, entre les révolutionnaires et les troupes russes, aucun incident sur lequel Moscou aurait pu compter pour « justifier » son agression, les Russes prennent l'initiative. Les parlementaires hongrois, que conduit Maletier, sont arrêtés au Q.G. soviétique le 3 à midi. Le 4 au matin, l'attaque se déclenche partout au nom du pseudo-gouvernement Kadar. Celui-ci, marionnette aux mains des Russes à partir du 4 novembre, avait, le 1^{er} novembre, approuvé les mesures proposées par Nagy (seuls, parmi les ministres, Lukacs et Szanto avaient fait des réserves). Le même jour, Nagy déclarait publiquement à Andropov qu'il se battraient « les mains nues » contre les chars russes. L'appel qu'il lance à la radio en plein milieu des combats ne contient pas un mot qui puisse être considéré comme une « de-

monde d'intervention armée » à l'étranger. Rappelons ce texte, lu à Radio-Budapest le 4 novembre à 5 h. 20 :

« Ici, Imre Nagy, président du conseil de la république populaire hongroise. A l'aube, les troupes soviétiques ont lancé une attaque contre notre capitale, dans l'intention évidente de renverser le gouvernement hongrois légal. Nos troupes se battent. Le gouvernement est à son poste. J'en informe le peuple du pays et l'opinion mondiale. »

Nagy a franchi un pas décisif : c'est contre les troupes de l'état russe, contre la force militaire des bureaucrates de Moscou qu'il appelle les Hongrois à se battre. Ainsi que l'écrit Molnar : « Il commettait à peu près le même sacrilège qu'un archevêque cardinal déclarant au micro que Dieu n'existe pas. Pourtant, ce n'était pas un sacrilège, mais un choix. Il avait choisi son peuple et lui resta fidèle jusqu'à la potence. »

Miklos Molnar et Laszlo Nagy ont consacré quelques lignes — trop brèves à notre sens — à une tentative d'explication du brusque retournement de l'attitude russe entre le 30 octobre — date de la « déclaration » — et le 31, où arrivent les nouvelles troupes russes, destinées à l'agression finale.

« Nagy », écrivent-ils, « ne fonda pas sa politique sur les données de la politique mondiale, mais sur celles de l'intérieur du monde satellite seulement. Il ne croyait pas, au moment où Mikoyan et Souslov le quittèrent, que les circonstances de la politique mondiale fourniraient à l'U.R.S.S., sinon une raison, du moins un prétexte. » C'est le 31 octobre que fut connue à Budapest la nouvelle de l'intervention franco-britannique à Suez. Le même jour, Eisenhower faisait savoir que les U.S.A. ne considéraient pas les « nouveaux gouvernements de l'Europe orientale comme des alliés militaires potentiels ». Les impérialistes avaient donné le feu vert... Regrettons que Molnar et Laszlo — qui, visiblement, le pensent — ne jugent pas utile de le dire plus nettement. C'est là une des vérités que les trotskystes, dès le premier jour, ont soulignées : la révolution hongroise n'a été étranglée par le Kremlin qu'avec la bénédiction des impérialistes occidentaux. Bureaucrates et bourgeois, une fois de plus, ont été complices. La sainte-alliance contre-révolutionnaire a fonctionné à la satisfaction de ses membres.

DE L'AMBASSADE DE YOUGOSLAVIE À LA POTENCE

L'épilogue du livre de M. Molnar et L. Nagy traite des derniers mois de la vie d'Imre Nagy. La décision de se réfugier à l'ambassade yougoslave « ne rencontra pas », nous apprennent-ils, « l'approbation unanime de ses amis ». Il perdit ainsi « la liberté et toute possibilité d'action », et certains auraient préféré qu'il entrât dans l'illégalité... De ce moment, qu'il y ait ou non véritablement consenti, il perdit contact avec la résistance du peuple, qui, d'ailleurs, si nous en croyons nos auteurs, fut pour lui une surprise.

Le récit des négociations avec Kadar, par l'entremise des Yougoslaves, sur la libération de Nagy, puis de son enlèvement, a été cent fois fait et refait. Notons cependant — preuve de la profondeur de la révolution, de la faiblesse du « parti » de Kadar et, s'il en fallait une, de la naïveté politique de Nagy — que l'officier de police hongrois qui vint le chercher à l'ambassade le prévint à voix basse : « Ce n'est pas à la maison que l'on va, camarade Nagy ». Nagy rentra dans l'ambassade pour en ressortir quelques minutes après : « Ni lui, ni ses amis, ni les Yougoslaves, n'avaient cru l'officier et n'avaient envisagé l'arrestation qui les attendait en violation des accords passés... »

Sur le procès et l'exécution d'Imre Nagy, nous nous contenterons de citer ici la conclusion des auteurs hongrois : « Acceptant... l'entière responsabilité de ses actes, il ne pouvait avoir aucun doute quant à l'issue du procès : il dicta au fond sa propre condamnation, et choisit la potence... Si sa vie a été un point d'interrogation, sa mort est une réponse... S'il n'a pas compris immédiatement son peuple dans les premiers jours d'une révolution dont il est devenu le chef un peu malgré lui, la mort les a pourtant unis... Si la vie d'Imre Nagy n'a été qu'une lutte pénible, sa mort est celle d'un héros »

Miklos Molnar et Laszlo Nagy ont eu conscience des difficultés et des insuffisances de leur travail. Ils souhaitent que d'au-

tres viennent corriger et compléter leurs observations et leurs analyses, espérant ainsi avoir servi de point de départ. Nous pensons que la portée de leur ouvrage doit être — elle aussi — méditée. C'est la révolution hongroise, ce sont ses aspirations, ses méthodes, sa pensée, ses moyens d'action qui nous intéressent au premier chef, parce qu'ils constituent aujourd'hui une partie indispensable du patrimoine d'idées et d'expérience du mouvement ouvrier. La personnalité, le rôle d'Imre Nagy en sont un aspect, non le plus important. Les révolutionnaires hongrois ont aujourd'hui une mission historique : transmettre leur expérience au mouvement socialiste du monde entier. Le « drame d'Imre Nagy », la « révolte des écrivains » en sont les traits les plus sensationnels, non les plus significatifs ; ce sont les mieux connus. Ils n'ont existé pourtant que parce que, au sein de la société bureaucratique, des forces neuves, les ouvriers, les jeunes, ont empoigné les armes pour secouer le joug. C'est ce mouvement de masse que les révolutionnaires doivent nous faire connaître. Nous voulons savoir comment l'opposition s'est développée, non seulement chez les intellectuels et dans les cadres du P.C., mais chez les travailleurs et en dehors de l'appareil. Nous voulons savoir, non seulement comment Molnar et ses amis se sont dressés contre le régime, mais comment ils l'avaient analysé, ce qu'ils pensaient avoir en face d'eux, avant, pendant, après la révolution. A cet égard, le témoignage de la « brochure Hungaricus » est de tout premier ordre (3). Nous voulons

savoir quelles illusions subsistaient, et s'il en subsistait, non seulement chez Imre Nagy et ses amis, mais aussi dans les rangs des travailleurs. Nous voulons savoir dans quelle mesure les responsables des Conseils Ouvriers, et notamment du Conseil Ouvrier Central, qui a poursuivi la lutte plus d'un mois après la chute de Nagy, ont été dupes des promesses de Kadar, ce qu'ils pensaient, eux aussi, de l'état avec lequel ils négociaient. Tout cela, nous avons besoin de le savoir, et les révolutionnaires hongrois nous le doivent : demain, après-demain, se posent les mêmes problèmes, et il dépend de ceux qui ont vécu la révolution hongroise que les mêmes faiblesses ne se retrouvent pas, que les mêmes erreurs ne se renouvellent pas. Imre Nagy est un cas d'espèce : ce réformiste de l'appareil bureaucratique a choisi la révolution — et de mourir en révolutionnaire. Les révolutionnaires, les socialistes du monde entier lui doivent le plus profond respect pour le témoignage qu'a été sa mort, ce martyr qu'il a choisi de subir pour une révolution qu'il n'avait pas voulue. Mais la révolution hongroise est bien autre chose : la première des révolutions politiques contre la bureaucratie. A ce titre, elle doit être étudiée dans sa totalité. Alors, effectivement, l'étude de Molnar et Nagy apparaîtra pour ce qu'elle est : un travail sérieux, méritoire par son souci d'objectivité scientifique, un point de départ pour un travail d'ensemble.

François MANUEL.

(3) Voir ci-après.

L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois

L 2 avril 1959, un communiqué du gouvernement hongrois annonçait la condamnation à neuf ans de prison du communiste Sandor Fekete, un des plus brillants journalistes de la jeune génération. Membre d'un groupe dont faisait notamment partie Ferenc Méri, un des animateurs du Comité Révolutionnaire des étudiants, condamné, lui, à dix ans de prison, Sandor Fekete était accusé d'avoir exposé leur point de vue commun dans une brochure polycopiée, signée « Hungaricus », et diffusée clandestinement en Hongrie en décembre 1956. Deux brochures « Hungaricus » étaient ainsi parvenues en France. La première avait été analysée sommairement par François Fejtő, dans France-Observateur du 31 janvier 1957, la deuxième plus longuement résumée par le même auteur dans Les Lettres Nouvelles, en juin de la même année.

La Vérité avait, à l'époque, déploré une publication aussi partielle de documents fondamentaux sur la révolution hongroise et ses lendemains immédiats. La lacune est en train d'être comblée, puisque la première brochure « Hungaricus » vient d'être intégralement publiée (1).

« L'Octobre hongrois », écrit l'auteur, « a révélé une fois pour toutes dans quel gouffre a été entraîné l'idéal de l'Octobre russe de 1917, qui avait soulevé d'espérer la moitié du monde. Voilà pourquoi notre

révolution peut avoir de l'importance devant l'histoire universelle, à condition cependant que, partout, les partisans du socialisme s'attachent à dégager les enseignements de l'Octobre hongrois » (p. 2).

Conscient du rôle que peuvent jouer les socialistes hongrois pour imposer au mouvement ouvrier international une orientation autre que « celles suivies par le communisme de terreur stalinien et par la social-démocratie flirtant avec le capitalisme », l'auteur, pour sa part, et malgré des conditions de travail précaires, apporte dans cette voie une précieuse contribution, qui démontre la maturité et la profondeur de la pensée des révolutionnaires d'octobre 1956.

Nous ne reviendrons pas sur la première partie de l'étude, « l'autocritique » de l'opposition communiste, dont F. Fejtő avait déjà fait connaître l'essentiel. « Courageuse, mais inefficace », l'opposition des amis de Nagy n'a pas su s'organiser en force indépendante, n'a rien fait pour s'ancre dans la classe ouvrière, comme le réclamaient Losonczy et Miklos Gimes, assassinés depuis avec Imre Nagy. C'est à son impuissance, au moins autant qu'à l'agression russe et à la trahison de Kadar, qu'il faut imputer l'échec de la révolution hongroise ; et c'est là, sans doute, une des leçons — durement payées — que les révolutionnaires de tous les pays auront à mettre à profit dans l'avenir.

(1) Documents n° 1, publié par l'Institut Imre Nagy de Sciences politiques, 477, avenue Louise, Bruxelles (actuellement en réimpression).

Mais l'étude de Fekete avait une ambition beaucoup plus haute :

« Au centre de la question », écrit-il, « se trouve l'Union Soviétique » (p. 16). C'est en U.R.S.S. qu'il faut rechercher, au moyen d'une analyse scientifique, les causes des événements, et trouver les clefs de l'avenir. La résistance des Yougoslaves, qui s'explique par la position particulière d'un P.C. soudé aux masses au cours des combats de la Libération (p. 20), les a conduits à une critique de l'Union Soviétique, non à une explication (p. 23). La thèse soutenue par les dirigeants russes au XX^e Congrès est à la fois « primaire et décourageante » (p. 25) : le « culte de la personnalité », symptôme de la dégénérescence de l'état soviétique, ne peut être considéré comme sa cause (p. 25 et suivantes).

« Hungaricus » pense qu'il faut remonter à la source, c'est-à-dire au conflit, entre 1923 et 1930, au sein du parti bolchévik, entre Staline et l'opposition. Il croit qu'il était juste de prendre le pouvoir en 1917 et qu'un « révolutionnaire désireux de saisir l'occasion exceptionnelle offerte par l'histoire ne pouvait raisonner autrement » que Lénine. Mais, pour ce qui concerne le débat qui opposa Staline à Trotsky sur la possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays », il affirme que les socialistes hongrois peuvent témoigner de façon décisive : l'opposition avait raison (p. 39 et sq.). La seule solution pour le pouvoir ouvrier, la seule voie, c'était :

« Créer une société de transition qui durerait aussi longtemps que la révolution mettrait de temps à triompher dans d'autres pays, c'est-à-dire aussi longtemps que les conditions du socialisme ne seraient pas créées en U.R.S.S. (p. 44)... L'édification du socialisme en Russie en l'espace de quelques années... était impossible : c'est l'état arriéré du pays ou, si l'on veut, la base "économique", qui allait déterminer les grandes lignes de l'évolution » (p. 53).

Staline, ici, ne fit que s'identifier avec l'appareil du parti, avec un « appareil d'état centralisé dont la conception, du sommet à la base, était contraire au principe des soviets, qui ne constituaient qu'une façade » (pp. 55 à 57). Ce fut « l'évolution objective de la situation, de la réalité, qui fit éclore dans l'esprit de Staline toute cette floraison talmudique » baptisée marxiste.

C'est dans cette perspective que « Hungaricus » reprend l'histoire de la terreur et des procès préfabriqués, devenus un besoin pour le régime bureaucratique (p. 57 et suivantes).

La clef de l'explication du stalinisme réside donc, en fin de compte, dans l'existence « d'une couche assez étroite de dirigeants moyens et supérieurs du parti et de l'état qui, dans la plupart des cas, n'avait d'autre rapport avec le travail productif que de le diriger... » (p. 71). Pour « Hungaricus », aucun doute, elle est le corollaire normal de l'évolution de l'U.R.S.S., de la prépondérance de l'appareil après l'isolement de la révolution russe, et des efforts accomplis pour la construction du « socialisme dans un seul pays ». Caste ou classe ? « Hungaricus » ne résout pas le problème : « Caste de bureaucrates étrangers au peuple et placée au-dessus de lui » (p. 72), « nouvelle caste dirigeante » (p. 73), écrit-il, après avoir affirmé que « l'appareil s'élevait de plus en plus comme classe nouvelle » (p. 71). Il semble bien, en effet, ne pas avoir saisi l'importance de cette question, tout tendu qu'il est vers l'explication et l'analyse de tous les aspects concrets du régime bureaucratique. Les privilèges des bureaucrates, l'indignation qu'ils provoquent ont, en tout cas, selon lui, « joué un grand rôle dans le déclenchement de la révolution d'octobre 1956 » (p. 73).

Il ne s'en tient pas cependant aux aspects réactionnaires de la bureaucratie dans la société russe. Sur le plan international, il a compris son rôle fondamentalement contre-révolutionnaire :

« Soit dit en passant », écrit-il page 99, « si la révolution mondiale tant attendue ne s'est pas produite, c'est... aussi... parce que le socialisme de type soviétique, et la dépendance dans laquelle se trouvaient les partis communistes étrangers vis-à-vis de l'U.R.S.S., minaient fortement à l'étranger les forces du socialisme et servaient, sur le plan politique, les intérêts de la bourgeoisie ».

Pour « Hungaricus », la voie choisie par Staline contre l'opposition était contraire « (au) marxisme orthodoxe et (aux) conclusions que l'on peut tirer des dernières œuvres de Lénine ». L'expérience, aujourd'hui, l'a définitivement condamnée. Pourtant, il ne cède pas à la tentation de jeter, selon le proverbe russe, « l'enfant avec l'eau sale de la baignoire ». Reprenant — probablement sans la connaître — l'analyse de Trotsky sur le bonapartisme stalinien, il compare le règne de Staline, après la révolution de 1917, à celui de Napoléon après 1793. C'est de cette analyse qu'il tire la force de son optimisme : pour lui, en U.R.S.S., grâce à la révolution de 1917 et malgré la bureaucratie stalinienne, « les fondements objectifs de la suppression du règne de l'appareil et de la démocratisation d'une économie centralisée sont bel et bien là » (p. 117).

Il se moque de ceux qui rêvent de l'instauration d'une démocratie bourgeoise en U.R.S.S. :

« Même en cherchant dans tous les bordels et cabarets d'Asie et d'Europe, on n'arriverait pas à réunir le nombre de rejetons d'émigrés russes nécessaire pour faire marcher en Russie une démocratie bourgeoise supportable. »

En attendant que se produise en U.R.S.S. ce « nouveau » que les trotskystes appellent la « révolution politique », « Hungaricus » conclut :

« D'ici là, je propose de retourner la thèse de Staline : La pierre de touche de l'internationalisme prolétarien doit être pour chacun l'esprit de suite avec lequel il lutte contre toute survivance d'un régime devenu de toutes façons réactionnaire, contre les idéologies mensongères et les directives brutales qui compromettent le socialisme international, et pour la démocratisation du régime soviétique. C'est la seule chose que nous puissions faire dans notre propre intérêt et dans celui du peuple soviétique... Ne faire que croire, nous ne le voulons plus et nous ne le ferons plus. Nous sommes devenus des adultes » (p. 119).

Il y a bien autre chose encore dans la brochure d'« Hungaricus », dont nous n'avons donné qu'un aperçu très sommaire. Quoiqu'il en soit, nous comprenons le silence qui a entouré son analyse de l'U.R.S.S., du rôle de la bureaucratie, son inspiration authentiquement révolutionnaire. Un document de cette taille mérite le respect et renforce la confiance de ses lecteurs en l'avenir. Au-delà des années de terreur stalinienne, une génération, née au moment où Trotsky était contraint à l'exil, renoue à tâtons avec sa pensée. Nous pensons aussi qu'elle l'enrichit. Il faut remercier l'Institut Imre Nagy de sciences politiques et souhaiter qu'il continue d'accomplir sa mission, qui est de faire connaître aux militants ouvriers du monde entier la pensée des révolutionnaires hongrois.

François MANUEL.

Dans la collection

Les classiques du marxisme

Les classiques du marxisme :

N° 4

N° 1 - Rosa LUXEMBOURG

La révolution allemande de 1918-19
Assemblée Nationale ou Conseils Ouvriers
Prix : 0,50 NF

Léon TROTSKY

N° 2 - Léon TROTSKY

La commune de Paris et la Russie des Soviets
Prix : 0,90 NF

N° 3 - Paul LAFARGUE

Les 1^{er} Mai 1890 et 1891 en France
Prix : 0,50 NF

JEAN JAURÈS

| 3 |

l'assemblée paraît les objections, balayant quelquefois impitoyablement, tel un curagan, toute résistance sur son chemin, parfois écartant les obstacles avec magnanimité et douceur comme un maître, un frère aîné. Ainsi le marteau-pilon gigantesque réduit en poussière un bloc énorme ou enfonce avec précision un bouchon dans une bouteille sans la briser.

Paul Lafargue, marxiste et adversaire de Jaurès, l'appelait un diable fait homme. Cette force diabolique, ou pour mieux dire « divine », s'imposait à tous, amis ou ennemis. Et fréquemment, fascinés et admiratifs comme devant un grandiose phénomène de la nature, ses adversaires écoutaient suspendus à ses lèvres le torrent de son discours qui roulait irrésistible, éveillant les énergies, entraînant et subjuguant les volontés.



Il y a trois ans, ce génie, rare présent de la nature à l'humanité, a péri avant d'avoir donné toute sa mesure. Peut-être la fin de Jaurès était-elle nécessaire à l'esthétique de sa physionomie ? Les grands hommes savent disparaître à temps. Sentant la mort, Tolstoï prit un bâton, s'enfuit de la société qu'il reniait et s'en fut mourir en pèlerin dans un village obscur. Lafargue, épicurien doublé d'un stoïcien, vécut dans une atmosphère de paix et de méditation jusqu'à 70 ans, décida que c'en était assez et prit du poison. Jaurès, athlète de l'idée, tomba sur l'arène en combattant le plus terrible fléau de l'humanité et du genre humain : la guerre. Et il restera dans la mémoire de la postérité comme le précurseur, le prototype de l'homme supérieur qui doit naître des souffrances et des chutes, des espoirs et de la lutte.



tree. C'est là un type aihlétique. Il suffisait d'entendre la voix tonnante de Jaurès et de voir son large visage éclairé d'un reflet intérieur, son nez impérieux, son cou de taureau inaccessible au joug pour se dire : voilà un homme.

La force principale de Jaurès orateur était la même que celle de Jaurès politicien : la passion tendue, extériorisée, la volonté d'action. Pour Jaurès l'art oratoire n'a pas une valeur intrinsèque, il n'est pas un orateur, il est plus que cela : l'art de la parole pour lui n'est pas une fin mais un moyen. C'est pourquoi, orateur le plus puissant de son temps, et peut-être de tous les temps, il est « au-dessus » de l'art oratoire, il est toujours supérieur à son discours comme l'artisan l'est à son outil...

Zola était un artiste — il avait débuté par l'impossibilité morale du naturalisme — et soudain il se révéla par le coup de tonnerre de sa lettre « J'accuse ». Sa nature recélaît une puissante force morale qui trouva son expression dans son œuvre gigantesque, mais qui était en réalité plus large que l'art : c'était une force humaine détruisant et construisant. Il en était de même de Jaurès. Son art oratoire, sa politique, avec toutes ses conventions inévitables, dévoilaient une personnalité royale avec une musculature morale véritable, une volonté acharnée de lutte et de victoire. Il ne montait pas à la tribune pour y présenter les visions qui l'obsédaient ou pour donner l'expression la plus parfaite à une chaîne d'idées, mais pour rassembler les volontés dispersées dans l'unité d'un but : son discours agit simultanément sur l'intelligence, le sentiment esthétique et la volonté, mais toutes ces forces de son génie oratoire, politique, humain, sont subordonnées à sa force principale : la volonté d'action.

J'ai entendu Jaurès aux assemblées populaires de Paris, aux Congrès internationaux, aux Commissions des Congrès. Et toujours je croyais l'entendre pour la première fois. En lui aucune routine : se cherchant, se trouvant lui-même, toujours et inlassablement mobilisant à nouveau les forces multiples de son esprit, il se renouvelait sans cesse et ne se répétait jamais. Sa force puissante, naturelle, s'alliait à une douceur rayonnante qui était comme le reflet de la plus haute culture morale. Il renversait les rochers, tonnait, ébranlait mais ne s'étourdissait jamais lui-même, était toujours sur ses gardes, saisissait admirablement l'écho qu'il provoquait dans

JEAN JAURÈS

Cette brochure constitue la réédition intégrale du célèbre article de Trotsky sur Jaurès. Le texte et la présentation sont extraits du « Bulletin Communiste » (organe du Parti Communiste S.F.I.C.), n° 47 du 22 novembre 1923.

Voici le plus magnifique éloge de Jaurès : celui d'un révolutionnaire qui ne fut jamais jaurésiste, d'un communiste russe, d'un bolchevik, de Léon TROTSKY. Il consolera les vrais admirateurs de JAURÈS — les admirateurs conscients et clairvoyants — des apologies hypocrites et intéressées, des glorifications abjectes, des platitudes mornes produites par des politiciens et des bavards indignes de célébrer une mémoire qu'ils ne pourraient que souiller s'ils pouvaient l'atteindre. Ces pages de TROTSKY, qui resteront, sont un chef-d'œuvre de critique enthousiaste et d'apologétique intelligente. Elles ont été écrites il y a plus de six ans déjà, mais pas une ligne n'est à changer. Elles avaient pari dans un recueil de langue russe : on saura gré au bulletin communiste de les révéler aux ouvriers français.

TROIS années ont passé depuis la mort du plus grand homme de la Troisième République. Le torrent furieux des événements qui ont suivi immédiatement cette mort n'a pu submerger la mémoire de Jaurès et n'a réussi que partiellement à détourner de lui l'attention. Il y a maintenant dans la vie politique de la France un grand vide. Les nouveaux chefs du prolétariat, répondant au caractère de la nouvelle époque révolutionnaire, ne sont pas encore apparus. Les anciens ne font que rappeler plus vivement que Jaurès n'est plus...

La guerre a rejeté à l'arrière-plan, non seulement des figures individuelles, mais une époque tout entière : celle pendant laquelle a grandi et s'est formée la génération dirigeante actuelle. Cette époque, qui appartient déjà du passé, attire l'esprit par le perfectionnement de sa civilisation, le développement ininterrompu de sa technique, de la science, des organisations ouvrières, et paraît en même temps mesquine dans le conservatisme de sa vie politique, dans les méthodes réformistes de sa lutte de classe.

A la guerre franco-allemande et à la Commune de Paris a succédé une période de paix armée et de réaction politique où l'Europe, abstraction faite de la Russie, ne connut ni la guerre ni la révolution. Alors que le Capital se développait puissamment, débordant les cadres des Etats Nationaux, déferlant sur tous les pays et assujettissant les colonies, la classe ouvrière, elle, construisait ses syndicats et ses partis socialistes. Néanmoins, toute la lutte du prolétariat durant cette époque était imprégnée de l'esprit de réformisme, d'adaptation au régime de l'industrie nationale et à l'Etat national. Après l'expérience de la Commune de Paris, le prolétariat européen ne posa pas une seule fois pratiquement, c'est-à-dire révolutionnairement, la question de la conquête du pouvoir politique.



Ce caractère pacifique de l'époque laissa son empreinte sur toute une génération de chefs prolétariens imbus d'une méfiance sans borne envers la lutte révolutionnaire directe des masses. Lorsque éclata la guerre et que l'Etat national entra en campagne avec toutes ses forces, il n'eut pas de peine à mettre à genoux la majorité des chefs « socialistes ». De la sorte, l'époque de la II^e Internationale se termina par la faillite irrémédiable des partis socialistes officiels. Ces partis subsistent encore, c'est vrai, comme monuments de l'époque passée, soutenus par l'inertie et l'ignorance et... les efforts des gouvernements. Mais l'esprit du socialisme prolétarien les a quittés et ils sont voués à la ruine. Les masses ouvrières qui durant des dizaines d'années, ont absorbé les idées socialistes, acquièrent maintenant seulement, dans les terribles épreuves de la guerre, la trempe révolutionnaire. Nous entrons dans une période de bouleversements révolutionnaires sans précédent. La masse fera surgir de son sein de nouvelles organisations et de nouveaux chefs se mettront à sa tête.

Parlement il apostrophait ministres et diplomates et, avec un optimisme exagéré sur son influence, les accablait du poids de son argumentation. Mais les conversations et les influences de couloir ne découlaient nullement de la nature de Jaurès qui ne les érigerait pas en système, car il était un idéologue politique et non un doctrinaire de l'opportunisme. Il était prêt à mettre avec une égale passion au service de l'idée qui le possédait, les moyens les plus opportunistes et les plus révolutionnaires, et si cette idée répondait au caractère de l'époque, il était capable comme pas un d'en obtenir des résultats splendides. Mais il allait également au devant des catastrophes. Comme Napoléon, il pouvait dans sa politique avoir des Austerlitz et des Waterloo.

La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec les questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eût-il occupée ? Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le parti socialiste français sous la direction de Guesde, Renaudel, Sembat et Thomas... Et nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future, le grand tribun eût déterminé, choisi sans erreur sa place et développé ses forces jusqu'au bout.

Un morceau de plomb a soustrait Jaurès à la plus grande des épreuves politiques.



Jaurès était l'incarnation de la force personnelle. Le moral en lui correspondait parfaitement au physique : l'élégance et la grâce en elles-mêmes lui étaient étrangères ; par contre, ses discours et ses actes avaient cette beauté supérieure qui distingue les manifestations de la force créatrice sûre d'elle-même. Si l'on considère la limpidité et la recherche de la forme comme les traits typiques de l'esprit français, Jaurès peut paraître peu caractéristique de la France. En réalité il était Français au plus haut degré. Parallèlement aux Voltaire, aux Boileau, aux Anatole France en littérature, aux héros de la Gironde ou aux Viviani et Deschanel actuels en politique, la France a produit des Rabalais, des Balzac, des Zola, des Mirabeau, des Danton et des Jaurès. C'est là une race d'hommes d'une puissance musculature physique et morale, d'une intrépidité sans égale, d'une force de passion supérieure, d'une volonté concen-

Jaurès était un idéologue, un héraut de l'idée telle que l'a définie Alfred Fouillée lorsqu'il parle des « idées-forces » de l'histoire. Napoléon n'avait que du mépris pour les « idéologues » (le mot est de lui). Pourtant il était lui-même l'idéologue du nouveau militarisme. L'idéologue ne se borne pas à s'adapter à la réalité, il en tire « l'idée » et il la pousse jusqu'aux extrêmes conséquences. Aux époques favorables cela lui donne des succès que ne pourrait jamais obtenir le praticien vulgaire ; mais cela lui prépare aussi des chutes vertigineuses lorsque les conditions objectives se retournent contre lui.

Le « doctrinaire » se fige dans la théorie dont il tue l'esprit. Le « praticien-opportuniste » s'assimile des procédés déterminés du métier politique ; mais qu'il survienne un bouleversement inopiné et il se trouve dans la situation d'un manœuvré que l'adoption d'une machine rend inutile. « L'idéologue » de grande envergure n'est impuissant qu'au moment où l'histoire le désarme idéologiquement, mais même alors il est parfois capable de se réarmer rapidement, de s'emparer de l'idée de la nouvelle époque et de continuer à jouer un rôle de premier plan.

Jaurès était un idéologue. Il dégagait de la situation politique l'idée qu'elle comportait et, dans son service de cette idée, ne s'arrêtait jamais à mi-chemin. Ainsi, à l'époque de l'affaire Dreyfus, il poussa à ses dernières conséquences l'idée de la collaboration avec la bourgeoisie de gauche et soutint avec passion Millerand, politicien empirique vulgaire qui n'a jamais rien eu et qui n'a rien de l'idéologue, de son courage et de son envolée. Dans cette voie, Jaurès ne pouvait que s'accabler lui-même à une impasse politique — ce qu'il fit avec l'aveuglement volontaire et désintéressé d'un idéologue prêt à fermer les yeux sur les faits pour ne pas renoncer à l'idée-force.

Avec une passion idéologique sincère, Jaurès combattit le danger de la guerre européenne. Dans cette lutte comme dans toutes celles qu'il mena, il appliqua parfois des méthodes qui étaient en contradiction profonde avec le caractère de classe de son parti et qui semblaient à beaucoup de ses camarades pour le moins risquées. Il espérait beaucoup en lui-même, en sa force personnelle, en son ingéniosité, en sa faculté d'improvisateur ; dans les colères du

Deux des plus grands représentants de la II^e internationale ont quitté la scène avant l'ère des tempêtes et des ébranlements : ce sont Bebel et Jaurès. Bebel est mort à la limite de l'âge, après avoir dit ce qu'il avait à dire. Jaurès a été tué dans sa 55^e année, en plein épanouissement de son énergie créatrice. Pacifiste et adversaire irréductible de la politique de la diplomatie russe, Jaurès luita jusqu'à la dernière minute contre l'intervention de la France dans la guerre. Dans certains milieux on considérait que la « guerre de revanche » ne pourrait s'ouvrir la voie que sur le cadavre de Jaurès. Et en juillet 1914, Jaurès fut tué à la table d'un café par un obscur réactionnaire du nom de Villain. Qui a armé le bras de Villain ? Les impérialistes français seulement ? Et ne pourrait-on, en cherchant bien, découvrir également dans cet attentat la main de la diplomatie russe ? C'est là la question qui s'est posée fréquemment dans les milieux socialistes. Lorsque la révolution européenne s'occupera de la liquidation de la guerre, elle nous dévoilera entre autres le mystère de la mort de Jaurès...



Jaurès naquit le 3 septembre 1859 à Castres, dans ce Languedoc qui a donné à la France des hommes éminents comme Guizot, Auguste Comte, La Fayette, La Pérouse, Rivarol et beaucoup d'autres. Un mélange de races multiples — dit un biographe de Jaurès : Rappoport — a mis son heureuse empreinte sur le génie de cette région qui, au moyen âge déjà, était le berceau des hérésies et de la libre pensée.

La famille de Jaurès appartenait à la moyenne bourgeoisie et devait mener pour l'existence une lutte de tous les instants. Jaurès lui-même eut besoin de l'aide d'un protecteur pour achever ses études universitaires. En 1881, à sa sortie de l'École Normale Supérieure, il est nommé professeur au lycée de jeunes filles d'Albi et, en 1883, passe à l'Université de Toulouse où il enseigne jusqu'en 1885, année où il est élu député. Il n'avait que 26 ans. Il se donne alors tout entier à la lutte politique et sa vie se confond avec celle de la Troisième République.

Jaurès débuta au Parlement sur les questions d'instruction publique. « La Justice », alors organe du radical Clemenceau, qualifia de « magnifique » le premier discours de Jaurès et souhaita à la Chambre d'entendre fréquemment « une parole aussi élo-

quente et aussi nourrie d'idées ». Dans la suite, Jaurès eut maintes fois à appliquer cette éloquence contre Clemenceau lui-même.

A cette première époque de sa vie, Jaurès ne connaissait le socialisme que théoriquement et très imparfaitement. Mais son activité le rapprochait de plus en plus du parti ouvrier. La vide idéologie et la dépravation des partis bourgeois le repoussaient invinciblement.

En 1893, Jaurès adhère définitivement au mouvement socialiste et occupe presque aussitôt une des premières places dans le socialisme européen. En même temps, il devient la figure la plus éminente de la vie politique de la France.

En 1894, il assume la défense de son peu recommandable ami Gérault-Richard déferé aux tribunaux pour outrages au Président de la République dans l'article : « A bas Casimir ! ». Dans son plaidoyer, tout entier subordonné à un but politique et dirigé contre Casimir Périer, il dévoile cette force terrible d'un sentiment agissant qui a rompu la haine. Avec des mots vengeurs, il flagella le président lui-même et les usuriers ses aïeux, qui trahissaient la bourgeoisie pour la noblesse, la noblesse pour la bourgeoisie, une dynastie pour une autre, la monarchie pour la république, tout le monde en bloc et chacun en particulier et ne restaient fidèles qu'à eux-mêmes.

« Monsieur Jaurès », lui dit le président du tribunal, « vous allez trop loin... vous assimilez la maison Périer à une maison publique. »

Jaurès : « — Pas du tout, je la mets au-dessous. »

Gérault-Richard fut acquitté. Quelques jours plus tard, Casimir Périer donna sa démission. Du coup, Jaurès grandit de plusieurs coudées dans l'opinion publique : tous sentirent la force effrayante de ce tribun.

Dans l'affaire Dreyfus, Jaurès se révéla dans toute sa puissance. Il eut au début, comme d'ailleurs dans tous les cas sociaux critiques, une période de doutes et de faiblesses où il était accessible aux influences de droite et de gauche. Sous l'influence de Guesde

Jaurès entra dans l'arène politique à l'époque la plus sombre de la Troisième République qui n'avait alors qu'une quinzaine d'années d'existence et qui, dépourvus de traditions solides, avait contre elle des ennemis cuisants. Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son « épuration », ce fut la l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la République et le seul moyen possible de la purifier. Il ne concevait pas la contradiction entre la politique bourgeoise et le socialisme, contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique. Dans son aspiration infatigable à la synthèse idéaliste, Jaurès était, à sa première époque, un démocrate prêt à adopter le socialisme ; à sa dernière époque, un socialiste qui se sentait responsable de toute la démocratie.



Si Jaurès a donné au journal qu'il a créé le nom de « l'Humanité », ce n'est pas là l'effet du hasard. Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte de classe du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité. Au-dessus du prolétariat il réservait une grande place à l'idée de « l'humanité » en soi, qui chez les déclamateurs français ordinaires n'est qu'une phrase vide, mais dans laquelle il mettait, lui, un idéalisme sincère et agissant.

En politique, Jaurès alliait une extrême faculté d'abstraction idéaliste à une forte intuition de la réalité. C'est ce qu'on peut constater dans toute son activité. L'idée matérielle de la Justice et du Bien va chez lui de pair avec une appréciation empirique des réalités même secondaires. En dépit de son optimisme moral, Jaurès comprenait parfaitement les circonstances et les hommes et savait très bien utiliser les uns et les autres. Il y avait en lui beaucoup de bon sens. On l'a appelé à maintes reprises le paysan madré. Mais par le fait seul de l'envergure de Jaurès, son bon sens était étranger à la vulgarité. Et, ce qui est le principal, ce bon sens était mis au service de « l'idée ».

aveugle, obscurcit le cerveau et amène aux convulsions politiques, mais de la colère qui tend la volonté et lui inspire les caractéristiques les plus justes, les épithètes les plus expressives qui frappent directement au but. On a vu plus haut sa caractéristique des Périer. Il faudrait relire tous ses discours et articles contre les héros ténébreux de l'affaire Dreyfus. Voici ce qu'il disait de l'un d'eux, le moins responsable : « Après s'être essayé dans l'histoire de la littérature à des constructions vides, à des systèmes fragiles et inconsistants, M. Brunetière a trouvé enfin asile sous les lourdes voûtes de l'Eglise ; il cherche maintenant à voiler sa banqueroute personnelle en proclamant la faillite de la science et de la liberté. Après avoir vainement essayé de tirer de ses profondeurs quelque chose qui ressemble à une pensée, il glorifie l'autorité avec une sorte de magnifique humiliation ; maintenant qu'il a perdu, aux yeux des générations nouvelles, tout le crédit dont il a abusé un certain moment, grâce à son aptitude aux généralisations vides, il veut tuer la pensée libre qui lui échappe. » Malheur à celui sur qui s'abattait cette lourde main !...



Entré au Parlement en 1885, Jaurès y siégea sur les bancs de la gauche modérée. Mais son passage au socialisme ne fut pas une catastrophe ni un saut. Sa « modération » primitive recélaît d'immenses réserves d'humanisme social agissant qui, dans la suite, se développa naturellement en socialisme. D'autre part, son socialisme ne prenait jamais un caractère de classe nettement accusé et ne rompait jamais avec les principes humanitaires et les conceptions du droit naturel si profondément imprimées dans la pensée politique française de l'époque de la grande révolution.

En 1889 Jaurès demande aux députés : « Le génie de la Révolution française est-il donc épuisé ? Est-il possible que vous ne puissiez trouver dans les idées de la Révolution une réponse à toutes les questions qui se posent actuellement, à tous les problèmes qui se dressent devant vous ? La Révolution n'a-t-elle pas conservé sa vertu immortelle, ne peut-elle pas donner une réponse à toutes les difficultés sans cesse renouvelées parmi lesquelles nous passons notre chemin ? » L'idéalisme du démocrate, on le voit, n'est encore nullement touché par la critique matérialiste. Plus tard Jaurès s'assimilera une grande partie du marxisme. Mais le fond démocratique de sa pensée subsistera jusqu'au bout.

et de Vaillant qui considéraient l'affaire Dreyfus comme une querelle de coteries capitalistes à laquelle le prolétariat devait rester indifférent, Jaurès hésitait à s'occuper de l'affaire. L'exemple courageux de Zola le tira de son indécision, l'enthousiasma, l'entraîna. Une fois en mouvement, Jaurès allait jusqu'au bout, il aimait à dire de lui : « Ago quod ago. »

Pour Jaurès l'affaire Dreyfus résumait et dramatisait la lutte contre le cléricalisme, la réaction, le népotisme parlementaire, la haine de race, l'aveuglement militariste, les intrigues sourdes de l'état-major, la servilité des juges, toutes les bassesses que peut mettre en action le puissant patti de la réaction pour arriver à ses fins.

De tout le poids de sa colère, Jaurès accabla l'antidreyfusard Méline, qui vient précisément de remonter à la surface avec un portefeuille dans le « grand » ministère Briand (1) : « Savez-vous, dit-il, de quoi nous périssons ? Je vais vous le dire sous ma propre responsabilité : nous mourons tous, depuis l'ouverture de cette affaire, des demi-mesures, des silences, des équivoques, du mensonge, de la lâcheté. Oui : des équivoques, du mensonge et de la lâcheté. »

« Il ne parlait plus, dit Reinach, il tonnait, le visage enflammé, les mains tendues vers les ministres, qui protestaient, et la droite, qui hurlait. » C'était là le véritable Jaurès.



En 1899, Jaurès réussit à proclamer l'unité du parti socialiste. Mais cette unité fut éphémère. La participation de Millerand au ministère, conséquence logique de la politique du Bloc des Gauches, détruisit l'unité et, en 1900-1901, le socialisme français se scinda de nouveau en deux partis. Jaurès prit la tête de celui d'où était sorti Millerand. Au fond, par ses conceptions, Jaurès était et restait un réformiste. Mais il possédait une étonnante faculté d'adaptation et en particulier d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment. C'est ce qu'il montra dans la suite à maintes reprises.

(1) Cet article a été écrit en 1917.

Jaurès était entré dans le parti, homme mûr, avec une philosophie idéaliste entièrement formée... Cela ne l'empêcha pas de courber son cou puissant (Jaurès était d'une complexion athlétique) sous le joug de la discipline organique et il eut maintes fois l'occasion de démontrer qu'il savait non seulement commander mais encore se soumettre. A son retour du Congrès International d'Amsterdam qui avait condamné la politique de dissolution du parti ouvrier dans le Bloc des gauches et la participation des socialistes au ministère. Jaurès rompit ouvertement avec la politique du Bloc. Le Président du Conseil, l'antidémocrate Combes, prévint Jaurès que la rupture de la coalition l'obligerait à quitter la scène. Cela n'arrêta pas Jaurès. Combes donna sa démission. L'unité du parti, où se fondirent jauréssistes et guesdistes, était assurée. Depuis lors, la vie de Jaurès se confond avec celle du parti unifié, dont il avait pris la direction.



Le meurtre de Jaurès n'a pas été l'effet du hasard. Il a été le dernier chaînon d'une fumeuse campagne de haines, de men songes et de colomnies que menaient contre lui ses ennemis de toutes nuances. On pourrait composer une bibliothèque entière des attaques et des colomnies dirigées contre Jaurès. « Le Temps » publierait chaque jour un et parfois deux articles contre le tribun. Mais on devait se borner à attaquer ses idées et ses méthodes d'action : comme personnalité il était presque invulnérable, même en France, où l'insinuation personnelle est une des armes les plus puissantes de la lutte politique. Pourtant on parla à mots couverts de la force de corruption de l'or allemand... Jaurès mourut pauvre. Le 2 août 1914, « Le Temps » fut obligé de reconnaître « l'honnêteté absolue » de son ennemi terrassé.

J'ai visité en été 1915, le café désormais célèbre du Croissant situé à deux pas de « l'Humanité ». C'est un café parisien typique : plancher sale avec de la sciure de bois, banquettes de cuir, chaises usées, tables de marbre, plafond bas, vins et plats spéciaux, en un mot ce que l'on ne rencontre qu'à Paris. On m'a indiqué un petit canapé près de la fenêtre : c'est là qu'a été tué d'un coup de revolver le plus génial des fils de la France actuelle.

Famille bourgeoise, université, députation, mariage bourgeois, fille que la mère mène à la communion, rédaction du journal,

direction d'un parti parlementaire : c'est dans ce cadre extérieur qui n'a rien d'héroïque que s'est écoulée une vie d'une tension extraordinaire, d'une passion exceptionnelle.



On a maintes fois appelé Jaurès le dictateur du socialisme français, parfois même, la droite l'a appelé le dictateur de la République. Il est incontestable que Jaurès a joué dans le socialisme français un rôle incomparable. Mais dans sa « dictature » il n'y avait rien de tyrannique? Il dominait sans effort : homme de grande envergure, esprit puissant, tempérament génial, travailleur exceptionnel, orateur à la voix merveilleuse, Jaurès, par la force des choses, occupait la première place, à une si grande distance de ses rivaux qu'il ne pouvait éprouver le besoin de concilier sa position par les intrigues et les machinations où Pierre Renaudel, le « chef » actuel du social-patriotisme, était déjà passé maître.

Nature large, Jaurès avait une répulsion physique pour tout sectarisme. Après quelques oscillations il découvrait le point qui lui semblait décisif pour le moment donné. Entre ce point de départ pratique et ses constructions idéalistes, il disposait sans effort sur soi-même, les points de vue qui complétaient ou restreignaient son point de vue personnel, conciliait les nuances opposées, fondait les arguments contradictoires dans une unité qui était loin d'être irréprochable. C'est pourquoi il dominait non seulement les assemblées populaires et parlementaires, où sa position extraordinaire maîtrisait l'auditoire, mais encore les congrès du parti où il dissolvait les oppositions de tendances dans des perspectives vagues et des formules souples. Au fond, il était un éclectique, mais un éclectique de génie.

« Notre devoir est haut et clair : toujours propager l'idée, toujours exciter et organiser les énergies, toujours espérer, toujours lutter jusqu'à la victoire finale... » Tout Jaurès est dans cette lutte dynamique. Son énergie créatrice bouillonne dans toutes les directions, excite et organise les énergies, les pousse à la lutte.

Comme l'a bien dit Rappoport, le magnanimité et la bonté émanaient de Jaurès. Mais il possédait en même temps, au degré suprême, le talent de la colère concentrée, non pas de la colère qui

Lettre ouverte aux Ouvriers Français

A l'occasion de la publication en français du « Journal en exil », de Léon Trotsky (dont nous avons rendu compte dans un précédent numéro de cette revue au moment de la parution de l'édition anglaise), journal dont la plus

grande partie a été rédigée en France en 1934-35, nous estimons indispensable de rééditer cette « Lettre ouverte aux ouvriers français » écrite par le vieux révolutionnaire au moment de son expulsion, le 20 juin 1935.

Chers camarades,

Je quitte aujourd'hui la France, et cette circonstance me donne, enfin, la possibilité de m'expliquer ouvertement devant vous : tant que je restais sur le sol français, j'étais condamné au silence.

Il y a deux ans, le gouvernement de « gauche » Daladier, dans sa lune de miel, me permit de me fixer en France, avec les mêmes droits, paraît-il, que les autres étrangers. En fait, il me fut interdit de vivre à Paris, et je me suis immédiatement trouvé sous la surveillance rigoureuse de la police. Peu de temps après le 6 février 1934, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, après une campagne enragée de la presse, signa un décret m'expulsant de France. Il ne se trouva pas, pourtant, de gouvernement étranger qui consentit à m'accepter. C'est uniquement pourquoi le décret d'expulsion ne vint pas jusqu'à maintenant à exécution. Il me fut prescrit par la Sécurité Nationale de me fixer dans un département déterminé, dans un petit village, sous la stricte surveillance de la police. Ainsi, dans ma dernière année de vie en France, je fus plus coupé du monde extérieur que lorsque je vivais dans l'île de Prinkipo, en Turquie, sous l'œil de la police de Kemal-Pacha. Ainsi le visa du gouvernement radical était devenu à sa manière un piège.

Loin de moi la pensée de me plaindre du gouvernement de la III^e République. Les ministres les plus « démocrates », tout comme les plus réactionnaires, ont pour tâche de *sauvegarder* l'esclavage capitaliste. L'appartenance au parti révolutionnaire, qui se donne pour but de *renverser* le capitalisme. De cet antagonisme irrédicible découle inévitablement la lutte, avec toutes ses conséquences. Il n'y a là aucun motif de se plaindre !

Si je me permets, cependant, de retenir votre attention sur une question aussi mince que les conditions de ma vie en France, c'est seulement parce que cet épisode est lié d'une façon très étroite à la politique de l'Internationale Communiste, qui est devenue maintenant le principal obstacle sur la voie historique du prolétariat.

Il y a deux ans, *l'Humanité* répétait chaque jour : « Le fasciste Daladier a fait appeler le social-fasciste Trotsky en France pour organiser, avec son aide, l'intervention militaire contre l'U.R.S.S. » Il s'est trouvé des gens assez nombreux, honnêtes, mais naïfs et ignorants, qui crurent à cette absurdité, comme au printemps de 1917 des millions de paysans, de soldats et même d'ouvriers russes crurent Kérensky affirmant que Lénine et Trotsky étaient des « agents du kaiser Guillaume ». On ne peut accuser des gens trompés, qui ne voient pas clair, — il faut leur apporter la lumière. Mais on peut et on doit accuser les coquins éclairés qui répandaient sciemment le mensonge et la calomnie pour tromper les travailleurs. De tels coquins conscients, ce sont les chefs du Parti soi-disant communiste (?) : Cachin, Thorez, Vaillant-Couturier, Duclos et consorts.

Aujourd'hui, ces messieurs ont constitué, comme on sait, avec le « fasciste » Daladier un « front populaire » antifasciste. D'une intervention de l'impérialisme français en U.R.S.S., les stalinien, qui se donnent le nom de communistes, ont définitivement cessé de parler. Au contraire, ils voient maintenant, dans l'alliance du capital français avec la bureaucratie soviétique, une garantie de paix. Sur l'ordre de Staline, Cachin, Thorez et consorts appellent à présent les ouvriers français à soutenir leur militarisme national, c'est-à-dire l'instrument de l'oppression de classe et de l'asservissement colonial. Ces calomnieux se sont démasqués bien rapidement et sans ménagement. Hier,

ils me traitaient d'allié de Daladier et d'agent de la bourgeoisie française, et, aujourd'hui, ils ont réellement fait alliance avec Daladier, Herriot et Laval et se sont attelés au char de l'impérialisme français.

LA NOUVELLE CALOMNIE STALINIENNE

A présent messieurs les calomnieux commencent à dire (voir, par exemple, le journal des stalinien belges) que la politique de Trotsky et des bolchéviks-léninistes rend service, non à Herriot et Daladier, mais à Hitler, c'est-à-dire non pas à l'impérialisme français, mais à l'impérialisme allemand. Cette nouvelle calomnie sonne, cependant, comme une mélodie trop vieille et trop connue. Pendant la guerre impérialiste, parce que je me situais sur la position de l'internationalisme révolutionnaire, messieurs les social-patriotes : Renaudel, Vandervelde, Séverac, Marcel Cachin, m'accusèrent de « soutenir » le militarisme allemand contre la démocratie française. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement Briand-Malvy m'expulsa de France en 1916. Et le vaillant Marcel Cachin, « dans l'intérêt de la démocratie française », partait en même temps, envoyé par le gouvernement impérialiste, porter de l'argent à Mussolini pour faire de la propagande en faveur de l'entrée de l'Italie en guerre. Tous ces faits furent à maintes reprises affirmés dans la presse, ils peuvent être facilement vérifiés et prouvés. Cachin, d'ailleurs, n'a même jamais tenté de les nier.

Marcel Cachin reprend maintenant le même travail de social-patriote, qui l'a déshonoré durant la guerre impérialiste. Derrière Cachin marchent tous les autres chefs du parti communiste (?) français. Ce ne sont pas des révolutionnaires, mais des fonctionnaires. Ils font ce que leurs supérieurs leur ordonnent. Seul André Marty fit preuve en son temps des qualités d'un véritable révolutionnaire : son passé mérite l'estime. Mais

le milieu de l'Internationale Communiste a réussi à le démoraliser lui aussi.

POURQUOI STALINE ET SES LAQUAIS FRANÇAIS SONT-ILS DES TRAITRES ?

Pour justifier leur tournant social-patriotique, ces messieurs invoquent la nécessité de « défendre l'U.R.S.S. ». Cet argument est faux d'un bout à l'autre. Il est suffisamment connu que l'idée même de la « défense nationale » n'est qu'un masque, à l'aide duquel les exploités couvrent leurs appétits de brigands et les chocs sanglants en vue du butin, faisant d'ailleurs de leur propre nation une simple chair à canon. Mais si nous, marxistes, avons toujours affirmé que la bourgeoisie impérialiste ne peut jamais défendre et ne défendra jamais les véritables intérêts de sa propre nation, comment pouvons-nous subitement croire qu'elle est capable de défendre les véritables intérêts de l'U.R.S.S. ? Peut-on douter d'un seul instant qu'à la première possibilité favorable l'impérialisme français mettra en œuvre toutes ses forces pour rétablir en U.R.S.S. la propriété privée ? Et, s'il en est ainsi, seuls des traîtres à la classe ouvrière peuvent farder leur propre militarisme, en offrant un soutien, direct ou indirect, ouvert ou caché, à la bourgeoisie française et à sa diplomatie. Staline et ses laquais français sont ces traîtres.

Pour masquer leurs trahisons, ils invoquent, naturellement, Lénine — avec autant de raison que Lebas, Paul Faure, Longuet et autres opportunistes invoquent Marx. *L'Humanité* cite presque chaque jour la lettre de Lénine aux ouvriers américains, dans laquelle il raconte comment, au début de 1918, il recevait un officier royaliste français pour utiliser ses services contre les Allemands, qui avaient engagé contre nous une nouvelle offensive. Cet argument n'a pas pour but d'éclaircir la question, mais, au contraire, de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers. Nous nous en convaincrions tout à l'heure avec évidence. Ce serait, bien entendu, une absurdité de nier pour le gouvernement soviétique le droit d'utiliser les antagonismes dans le camp des impérialistes, ou de faire, en cas de nécessité, telle ou telle concession aux impérialistes. Les ouvriers en grève utilisent aussi la concurrence entre les entreprises capitalistes et font des concessions aux capitalistes, ils capitulent même devant eux quand ils ne peuvent vaincre. Mais est-ce que, de là, découle le droit pour les chefs syndicaux de collaborer amicalement avec les capitalistes, de les couvrir et de devenir leurs serviteurs ? Personne n'appellera traîtres les ouvriers en grève qui ont été contraints de se rendre. Mais Jouhaux, qui paralyse la lutte de classes du prolétariat au nom de la paix et de l'amitié avec les capitalistes, nous avons non seulement le droit, mais encore l'obligation de déclarer qu'il est un traître au

prolétariat. Il y a la même différence entre la politique de paix pratiquée par Lénine à Brest-Litovsk et la politique franco-soviétique de Staline, qu'entre la politique du syndicaliste révolutionnaire, qui, après une défaite partielle, est contraint de faire des concessions à l'ennemi de classe et la politique de l'opportuniste, qui devient, de son propre gré, l'allié et le laquais de l'ennemi de classe.

QUE SIGNIFIE LE COMPROMIS DE LUBERSAC ?

Lénine reçut chez lui l'officier réactionnaire français. A la même époque, je le reçus aussi et dans le même but : De Lubersac s'offrait pour faire sauter les ponts sur la route de notre retraite, afin que nos réserves militaires ne tombent pas entre les mains des Allemands. Seule la tête creuse d'un anarchiste quelconque pourrait voir dans une telle « transaction » une trahison. Au cours des mêmes jours, les agents officiels de la France me rendirent visite et offrirent une aide plus large, en artillerie et en provisions. Nous comprenions très bien que leur but était de nous faire entrer de nouveau dans la guerre contre l'Allemagne. Mais les armées allemandes nous attaquaient réellement et nous étions faibles. Avions-nous le droit d'accepter dans ces conditions une « aide » de l'état-major français ? Absolument ! Ce fut précisément la proposition que j'apportai au Comité Central du Parti le 22 février 1918. Le texte de cette proposition est reproduit dans les procès-verbaux officiels du Comité Central, publiés à Moscou en 1929. Voici cette proposition :

« En tant que Parti du prolétariat socialiste, se trouvant au pouvoir et menant la guerre contre l'Allemagne, nous prenons, par le moyen des institutions d'état, toutes les mesures pour armer et approvisionner le mieux possible notre armée révolutionnaire par tous les moyens nécessaires ; pour cela, il faut les trouver là où il est possible de les faire, par conséquent aussi chez les gouvernements impérialistes. Par ailleurs (notre) Parti conserve la complète indépendance de sa politique extérieure, ne donne aux gouvernements capitalistes aucun engagement politique, et dans chaque cas particulier examine leurs propositions sous l'angle de l'utilité finale. »

Lénine n'était pas présent à cette séance du Comité Central. Il envoya une lettre. En voici le texte authentique : « Je prie de compter ma voix pour la prise de pommes de terre et d'armes chez les brigands impérialistes anglo-français. » (Procès-verbaux, page 246.) Voilà comment le Comité Central d'alors des bolchéviks se comportait en ce qui concerne l'utilisation des antagonismes capitalistes : des accords pratiques avec les impérialistes (« prendre les pommes de terre ») sont pleinement admissibles ; mais une *solidarité politique* avec les « brigands impérialistes » est absolument inadmissible.

Le crime de Staline n'est pas de faire tel ou tel accord pratique avec l'ennemi de classe : ces accords peuvent être justes ou erronés, mais il est impossible de les rejeter par principe. Le crime est que Staline a approuvé la politique d'un gouvernement impérialiste, qui monte la garde autour du traité de spoliation et de brigandage de Versailles. Staline n'a pas encore pris quelques « pommes de terre » chez les brigands impérialistes, mais il s'est déjà *solidarisé politiquement* avec eux.

Renforcer son armée, qui opprime 60 millions d'esclaves coloniaux, la bourgeoisie française peut le faire, bien entendu, même sans l'approbation de Staline. Si cette approbation lui a été nécessaire, c'est en vue d'affaiblir et de démoraliser la lutte de classe du prolétariat français. En signant une adresse de félicitation au militarisme français, Staline agit non pas comme un gréviste, contraint temporairement de céder à l'impérialisme, mais comme un briseur de grève, qui paralyse la lutte des ouvriers.

LA SOURCE DE LA TRAHISON

La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale Communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en U.R.S.S. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée, qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple. Le marxisme enseigne que « l'existence détermine la conscience ». La bureaucratie soviétique craint avant tout la critique, le mouvement, le risque : elle est conservatrice, elle défend âprement ses privilèges. Etouffant la classe ouvrière en U.R.S.S., elle a perdu depuis longtemps confiance dans la révolution mondiale. Elle promet de construire le « socialisme dans un seul pays », si les travailleurs se taisent, endurent et obéissent.

Pour défendre l'U.R.S.S., la bureaucratie place ses espoirs dans son habileté politique, dans la diplomatie de Litvinov, dans l'alliance militaire avec la France et la Tchécoslovaquie, mais non dans le prolétariat révolutionnaire. Au contraire, elle craint que les ouvriers français ou tchèques puissent, par leurs actions inopportunes, effrayer les nouveaux alliés. Elle se donne pour tâche de freiner la lutte de classes du prolétariat dans les pays « alliés ». Ainsi la source de la trahison de Staline, c'est le conservatisme national de la bureaucratie soviétique, son hostilité directe pour la révolution prolétarienne mondiale.

LES CONSEQUENCES DE LA TRAHISON

Les conséquences de la trahison de Staline se sont traduites immédiatement dans le changement cynique de la politique du Parti communiste français, que dirigent, non pas des

chefs choisis par les ouvriers français, mais des agents de Staline. Hier, ces messieurs bavardaient sur le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre. Aujourd'hui, ils prennent la position de la « défense nationale »... dans l'intérêt de la défense de la paix. Ils répètent mot pour mot les formules de la diplomatie capitaliste. Comment n'en serait-il pas ainsi, puisque tous les brigands impérialistes sont pour la paix, concluent des alliances, accroissent leurs armées, fabriquent des gaz toxiques, cultivent les bactéries uniquement « dans l'intérêt de la paix ». Qui dit : « l'alliance franco-soviétique est une garantie de paix », prend sur lui la responsabilité ; non seulement pour le gouvernement soviétique, mais aussi pour la Bourse française, pour son Etat-Major, pour les gaz et les bactéries de cet Etat-Major.

L'Humanité écrit : « Le gouvernement français se trouvera "sous le contrôle des ouvriers français" ». Mais c'est une phrase creuse de piteux démagogues. Où et quand un prolétariat opprimé a-t-il « contrôlé » la politique extérieure de sa bourgeoisie et les actes de son armée ? Comment peut-il le faire, tant que tout le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie ? Pour diriger l'armée, il faut renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir. Il n'y a pas d'autre voie. Or, la nouvelle politique de l'Internationale Communiste signifie l'abandon de cette unique voie.

Quand le parti prolétarien déclare qu'en temps de guerre, il va « contrôler » (c'est-à-dire soutenir) son militarisme national et non pas le renverser, il devient, par cela même, une bête apprivoisée du capital. Il n'y a pas la moindre raison de craindre un tel parti. Ce n'est pas un tigre révolutionnaire, mais un âne domestiqué. On peut l'affamer, le fouetter, lui cracher dans les yeux, il n'en portera pas moins le faix du patriotisme. Peut-être ne fera-t-il que braire piteusement de temps en temps : « Au nom de Dieu, désarmez les ligues fascistes ! ». En réponse, il recevra encore un coup de fouet. Et il l'aura mérité !

A QUI APPARTIENT LA VICTOIRE ?

L'Internationale Communiste a représenté l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. et la conclusion de l'alliance franco-russe comme la plus grande victoire du prolétariat et de la paix. Quel est donc le contenu réel de cette victoire ?

Le programme de l'Internationale Communiste, adopté en 1928, dit que « la tâche principale (de la S.D.N.) est d'arrêter la croissance ininterrompue de la crise révolutionnaire et d'étrangler l'U.R.S.S. au moyen du blocus ou de la guerre ». Dans de telles conditions, il était très naturel que les représentants de l'U.R.S.S. ne puissent entrer dans la S.D.N., c'est-à-dire dans l'état-major de la contre-révolution impérialiste mondiale.

Qu'y a-t-il de changé depuis ? Pourquoi l'U.R.S.S. a-t-elle cru nécessaire d'entrer dans la S.D.N. ? A qui appartient ici la victoire ? Là aussi, les chefs de l'Internationale Communiste trompent les ouvriers. La bourgeoisie française n'aurait jamais conclu un accord avec l'U.R.S.S., si elle continuait à voir dans celle-ci un facteur révolutionnaire. Ce n'est que l'extrême affaiblissement de la révolution mondiale qui a donné la possibilité d'inclure l'U.R.S.S. dans le système des camps impérialistes antagonistes.

Bien entendu, si l'industrie soviétique n'avait pas obtenu de grands succès, s'il n'existait ni tanks soviétiques, ni aviation soviétique, personne n'aurait tenu compte de l'U.R.S.S. Mais, cependant, chacun peut en tenir compte à sa manière. Si l'U.R.S.S. était restée la forteresse de la révolution mondiale, si l'Internationale Communiste menait une offensive victorieuse, les classes dominantes de France, d'Angleterre et d'Italie auraient, sans hésitations, donné à Hitler les pleins pouvoirs pour faire la guerre à l'U.R.S.S. Mais à présent, après la défaite de la révolution en Chine, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, après les succès du fascisme en Europe, après la débâcle de l'Internationale Communiste et la transfiguration nationale de la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie de France, d'Angleterre et d'Italie répond à Hitler : « Pourquoi risquer une croisade contre l'U.R.S.S. ? Sans qu'il soit besoin de chercher plus loin, Staline étrangle la révolution avec succès. Il faut tenter de se mettre d'accord avec lui. »

LE PACTE LIE L'U.R.S.S. MAIS NON LA FRANCE !

L'alliance franco-soviétique n'est pas une garantie de paix — quelle absurdité éhontée ! — mais une transaction pour l'éventualité d'une guerre. Les avantages de cette transaction pour l'U.R.S.S. sont pour le moins problématiques. La France n'est « obligée » de venir en aide à l'U.R.S.S. que si ses alliés de Locarno, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Italie, sont d'accord. Cela veut dire qu'au cas où l'impérialisme français trouverait plus avantageux de se mettre, au dernier moment, d'accord avec Hitler, aux dépens de l'U.R.S.S., l'Angleterre et l'Italie aideront toujours à légaliser cette « trahison ». *L'Humanité* garde scrupuleusement le silence sur cette soupape de sûreté du pacte. Et, cependant, tout est là. Le pacte lie l'U.R.S.S., mais ne lie pas la France !

QUE DOIVENT FAIRE LES DEPUTES SOCIALISTES ET COMMUNISTES ?

Admettons néanmoins qu'après toutes ses erreurs et ses crimes, la bureaucratie soviétique ne pouvait faire autre chose que conclure cette alliance militaire ambiguë et incertaine avec la France. Dans ce cas, le gouvernement soviétique n'avait qu'à ratifier le pacte Staline-Laval. Mais il

en est tout autrement en France. Le prolétariat français ne doit pas permettre à sa bourgeoisie de se cacher derrière le dos de la bureaucratie soviétique. Après la signature du pacte, les buts des impérialistes français sont restés les mêmes qu'avant : affermir les anciens brigandages ; en préparer de nouveaux ; faciliter la nouvelle mobilisation du peuple français ; utiliser le sang du prolétariat soviétique. Si les députés communistes et socialistes votent au parlement l'alliance franco-soviétique, ils se manifesteront une nouvelle fois comme des traîtres au prolétariat !

La lutte contre la guerre est inconcevable sans lutte contre ses agents et alliés réformistes et stalinien. Il faut une épuration impitoyable des organisations ouvrières, politiques et syndicales, des social-patriotes traîtres à la classe ouvrière, quel que soit leur nom : Léon Blum ou Thorez, Jouhaux ou Monmousseau.

LE ROLE DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES DU P.S.

En France, un seul groupement défend honnêtement, conséquemment et vaillamment les principes de la révolution prolétarienne : c'est le groupe bolchévik-léniniste du Parti Socialiste. Son organe est l'hebdomadaire *La Vérité*. Chaque ouvrier qui réfléchit doit connaître ce journal.

Les bolchéviks-léninistes ont défini clairement et exactement les tâches du prolétariat dans la lutte contre la guerre dans une brochure spéciale : « La Quatrième Internationale et la Guerre ». La connaissance de cette brochure et la discussion approfondie des questions qui y sont soulevées est également le devoir immédiat de chaque prolétaire d'avant-garde, devoir envers lui-même et envers sa classe.

La trahison des stalinien, se joignant à la vieille trahison des réformistes, nécessite un renouvellement complet de toutes les organisations prolétariennes. Il faut un nouveau parti révolutionnaire. Il faut une nouvelle Internationale, la Quatrième ! Servir cette grande tâche historique, c'est le contenu de l'activité de l'organisation internationale des bolchéviks-léninistes.

POURQUOI LA HAINE DE LA BUREAUCRATIE CONTRE LES « TROTSKYSTES » ?

La trahison de Staline ne fut pas pour nous une chose inattendue. Nous l'avions prédite dès 1924, lorsque la bureaucratie soviétique eut renié la théorie de Marx et Lénine en faveur de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Les intrigants et les philistins disaient que notre lutte contre Staline était une lutte « personnelle ». A présent, même les aveugles doivent se persuader que cette lutte

est menée au nom des principes fondamentaux de l'internationalisme et de la révolution. Des centaines de fois, nous disions dans ces dernières années : « Grattez un stalinien et vous découvrirez un opportuniste ». Maintenant il n'y a même plus besoin de gratter. Les staliens occupent en fait l'extrême-droite du mouvement ouvrier et, étant donné qu'ils continuent à se couvrir de l'autorité de la révolution d'octobre, ils sont infiniment plus nuisibles que les anciens opportunistes traditionnels.

La haine des staliens contre les bolchéviks-léninistes (« trotskystes »), c'est la haine du bureaucrate conservateur contre le véritable révolutionnaire. La bureaucratie, tremblant pour son pouvoir et ses revenus, ne s'arrête devant aucune bassesse et aucune canaillerie dans la lutte contre les bolchéviks-léninistes.

Avant de commettre ouvertement sa dernière trahison, Staline a fait un nouveau pogrome, — le centième, — contre l'aile gauche en U.R.S.S. Il a mis en scène une série de pseudo-procès contre les oppositifs, cachant les véritables opinions de ceux-ci et leur attribuant des actes qu'ils n'ont jamais commis. Par exemple, l'ancien président de l'Internationale Communiste, Zinoviev, a été condamné à 10 ans de prison pour la seule raison qu'après une série d'hésitations et de repentirs, il a été amené à reconnaître le caractère funeste de la politique du stalinisme.

La bureaucratie soviétique a tenté de me mêler, par l'intermédiaire d'un provocateur, au procès des terroristes qui ont tué Kirov. Staline a arrêté,

au début de cette année, mon fils, jeune savant, travailleur soviétique loyal, ne participant aucunement à la lutte politique. Le but de l'arrestation était d'exercer une terreur impitoyable non seulement contre les bolchéviks-léninistes, mais aussi contre les membres de leurs familles.

La bureaucratie est sans pitié lorsqu'elle voit l'approche d'une menace contre sa domination et ses privilèges. Dans ce domaine, les stalinistes trouvent un appui constant auprès de la police capitaliste du monde entier.

LA FRACTION DE STALINE DANS LE P. S.

Tout dernièrement, au mois d'avril, Staline a dépêché à Paris les dirigeants des Jeunesses Communistes russes pour convaincre la jeunesse révolutionnaire française d'adopter la position social-patriote. Ces jeunes bureaucrates ont organisé à l'intérieur du parti socialiste une fraction stalinienne spéciale, dont le mot d'ordre principal est : « Exclusion des trotskystes ! » Inutile d'ajouter que pour faire ce travail de désagrégation la clique stalinienne n'a pas ménagé et ne ménage pas les moyens financiers : si elle est pauvre d'idée, elle ne manque pas de devises.

Mais les révolutionnaires ne cèdent pas sous les coups de la terreur. Au contraire, ils répondent en redoublant l'offensive. *Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial.* Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine !

CHERS CAMARADES

Je suis loin de vous avoir dit tout ce que je voulais vous dire et comme je voulais le faire. Mais je suis obligé de me hâter : d'une heure à l'autre, un policier doit venir pour me reconduire, ainsi que ma femme, fidèle compagne de ma lutte et de mes pérégrinations, à la frontière française. Je pars avec un profond amour pour le peuple français et une foi indéfectible dans le grand avenir du prolétariat français ; mais avec une haine aussi profonde et indéfectible pour l'hypocrisie, l'apreté et la férocité de l'impérialisme français.

J'ai foi que le peuple travailleur, tôt ou tard, me rendra l'hospitalité que la bourgeoisie me refuse. Mon plus grand bonheur serait de voir le prolétariat français me donner, dans le plus proche avenir, la possibilité de participer à ses luttes décisives.

Ouvriers et ouvrières de France ! Aussi longtemps que mes forces physiques me le permettront, je suis prêt, à n'importe quel moment, à répondre par la parole et par l'acte à votre appel révolutionnaire !

Permettez-moi donc de vous serrer fraternellement les mains et de finir la lettre par ce cri qui, depuis près de quarante ans, a guidé mes pensées et mes actes :

Vive la révolution prolétarienne mondiale !

10 juin 1935.

L. TROTSKY.

Benjamin PÉRET

DE son vivant, Benjamin Péret n'aura recueilli de la critique « officielle » que le silence et la haine. Il aura fallu sa mort pour que les journalistes daignent nous signaler que son mérite était grand. Ce phénomène n'est pas nouveau : dans un autre cas Lénine le constatait naguère, et il s'agissait alors de Marx. Le travail du critique est analogue à celui du portraitiste mondain : il s'efforce à donner du modèle une image qui puisse sans scandale prendre place dans une collection. Chacun ici devra ressembler à son voisin, et il serait déplacé de souligner la singularité d'un être (1) : une commune moralité sera le lot de tous. Ce travail sournois d'embaumeur gagne à être pratiqué à l'écart, de préférence sur un cadavre. L'homme vivant détruirait, en bougeant, son immobile et respectable immortalité.

Il faut croire que, mort, Péret reste gênant, puisque, voulant parler de lui, les critiques parlèrent de tout — et d'eux d'abord bien sûr (2) — sauf de lui.

Il n'est pas possible, en effet, de séparer l'œuvre de l'homme, l'un et l'autre d'un seul tenant, coulés dans le même métal en fusion. Et si l'œuvre de Péret nous attache (il faudra bien reconnaître en lui, de gré ou de force, un des plus grands poètes de ce temps), c'est que le poète Péret s'adresse à l'homme totalement, sans réticences, chacun de ses écrits étant un appel inconditionnel de liberté. Pour lui, poésie et révolution étaient inséparables, et s'il n'a jamais pataugé dans les marais de la littérature engagée ou « réaliste socialiste », c'est sans doute qu'il n'avait jamais mis en doute, pour son propre compte, le nécessaire

engagement révolutionnaire. Sa vie et son œuvre en ont acquis une unité et une cohérence remarquables, qu'il serait vain de vouloir briser.

Partout où se joua une partie décisive, Péret fut du bon côté : celui du prolétariat français après la guerre de 1914-1918, celui de Trotsky contre Staline, celui de la révolution sociale en Espagne, celui du combat antinazi, ouvrier et internationaliste (à une époque où beaucoup s'adonnaient à un chauvinisme répugnant), celui du peuple algérien, et celui de la révolution hongroise.

Beaucoup d'hommes de sa génération, partis du même pas que lui, renièrent en chemin leurs espoirs de jeunesse, au nom du « réalisme » de l'âge mûr, au profit d'une gloire équivoque. Pour eux, Péret était un témoin gênant. D'autant plus gênant qu'il ne se privait pas de dire ce qu'il avait à dire. Les tentatives si souvent répétées pour considérer le surréalisme comme exclusivement littéraire passaient Péret sous silence (3). Tentatives dont les auteurs avaient souvent à camoufler un passé encombrant, tentatives de faussaires dénaturant le problème essentiel des rapports entre littérature et révolution. Parler d'échec du surréalisme en passant sous silence les défaites ouvrières et l'échec de la révolution en Europe durant les quarante dernières années, c'est fausser ce problème, et mentir d'avance. C'est le fait d'hommes qui, pour leur propre compte, ont renoncé au communisme (depuis peu ou depuis longtemps, il n'importe), et le considèrent au plus comme une belle utopie, propre à essayer l'ennui du dimanche. Dans ces conditions, ils n'en sont que plus à l'aise pour dénoncer l'échec du surréalisme militant. Il est clair qu'en filigrane, dans leur pensée, cet échec était dès le départ inévitable. Resterait la consolation de fournir les anthologies en belles pages !

L'engagement de l'écrivain, en tant qu'individu, dans l'action n'est pas, bien entendu, un phénomène essentiellement contemporain, non plus que l'expression en profondeur de cet engagement dans l'œuvre qui s'irise alors du désir total de l'homme. A chaque époque, les hommes ont eu à jouer cette partie — à vrai dire la seule qui compte — et ils s'en sont tirés tant bien que mal, et souvent plutôt mal que bien, livrés qu'ils étaient au hasard de démarches incertaines dans une solitude parfois dérisoire. Aujourd'hui, cette partie, on le sait ou on devrait le savoir, se joue aux couleurs du communisme. En 1917, cette vérité allait peut-être d'évidence : le communisme était alors le seul mot qui puisse tenir l'espoir d'un monde nouveau. Aujourd'hui, il n'en va plus de même. Il importe d'abord de récuser l'image du communisme fétichisée par Staline, étriquée, couleur de boue et sang mêlés, pour retrouver son sens authentique, pour la rétablir de plein droit à la mesure d'une terre sans frontières. C'est là œuvre de politique, encore que les poètes y aient leur mot à dire. Et, sur ces deux plans, Péret était avec nous.

Dans un manifeste publié en 1938 par Trotsky et Breton, il était fait référence à l'art révolutionnaire comme au seul art possible à notre époque (4).

A partir de sa propre expérience, chaque artiste peut en venir à l'art révolutionnaire. En un sens, c'est bien la situation actuelle. Un des mérites (et non des moindres) du surréalisme aura été de forcer le passage en groupe. En forçant un peu le sens des mots, on pourrait dire que le surréalisme est le communisme de l'esprit. Et, contrairement à certaines affirmations, il apparaît que le surréalisme fut un révélateur pour les jeunes gens qui, aux alentours des années 1920, lui apportèrent une adhésion sans restric-

tion. Son climat était infiniment plus favorable à l'individu que celui des rivalités empoisonnées où prend naissance l'art bourgeois. Dans l'affirmation qu'il est possible, sous certaines conditions, et dans certaines limites, d'organiser la vie de l'esprit, il y avait quelque chose de neuf, les antécédents habituellement invoqués du romantisme au symbolisme se situant sur un tout autre plan. Et c'est encore quelque chose de neuf, puisque aucune expérience de cette nature et de cette envergure n'a eu lieu après l'expérience du surréalisme. Cela dit, libre à chacun de conclure à l'échec du surréalisme. Pour ma part, il me semble que « l'occultation » actuelle du surréalisme correspond assez remarquablement à celle du communisme, et qu'un renouveau communiste s'accompagnera inévitablement d'un renouveau surréaliste. Sans doute, il ne s'agira pas de répéter l'expérience surréaliste, et je ne sais pas si le nom même de « surréalisme » s'épanouira à nouveau (5). Mais il semble évident qu'une critique valable du surréalisme ne pourrait se développer qu'à partir de ces prémisses. Toute autre critique serait réactionnaire, et, précisément, l'exemple de Benjamin Péret montre mieux que tout autre la vanité et la futilité de telles critiques, car, dans son cas, elles ne peuvent que porter à faux. Et le silence qui accompagna la vie de Péret n'est pas pour nous surprendre. Le monde actuel n'est pas tendre pour les révolutionnaires. Peut-être le bavardage qui suivit sa mort était-il la justification maladroite de consciences qui se savent mauvaises. Mais, avec Péret, on ne saurait se justifier : on joue le jeu avec lui en toute liberté, ou bien on est rejeté.

Reste la question que certains ne manqueront pas de se poser : ce jeu en vaut-il la chandelle ? Il me semble que l'œuvre et la vie de Péret sont une réponse suffisante. Il faudra relire avec attention des textes comme « Feu central », « Main forte », « Mort aux vaches et au champ d'honneur », « Le déshonneur des poètes », et, à chaque lecture, nous éprouverons la présence de Péret, irrécusable, irremplaçable (6). Et nous ne nous excuserons pas si cette réponse est pour beaucoup un défi arrogant.

H. LANGLOIS.

(1) Il va de soi qu'une originalité de bon aloi est admise et même appréciée. Un homme remarquable a ses tics, mais ils lui sont coexistants, ne font que le signaler, sans jamais être mis en relation avec ses préoccupations profondes. D'une manière générale, cette originalité superficielle de la critique journalistique est imbécile.

(2) Ainsi, Jean Cau, ce vieux jeune homme, après nous avoir averti qu'il est né trop tard pour avoir participé au surréalisme, mais qu'il aurait pu y participer, et que, s'il n'y a pas participé, cela revient au même que s'il y avait participé : — « Sans le savoir, M. Jourdain faisait de la prose. Aujourd'hui sans le savoir, je suis, tu es, il est, nous sommes, vous êtes, ils sont surréalistes », après avoir ainsi rassuré les lecteurs de l'Express, Jean Cau conclut sur l'échec du surréalisme pour avouer tout à la fois son ignorance : — « Jusqu'à l'échec ? Et si nous demandions : quel échec ? », et son indifférence : — « Que le surréalisme soit "mort" n'a guère d'importance. Si le grain ne meurt... ». Et, de toute manière, il reste la littérature surréaliste, c'est bien suffisant, ajoute-t-il. Pour certains, une exploitation littéraire du « cadavre » surréaliste n'est pas à dédaigner, tous risques étant préalablement exclus.

Mais si, dans sa jeunesse, Jean Cau n'avait pas considéré le surréalisme avec légèreté, peut-être aujourd'hui ne jouerait-il pas avec ses amis paroissiens au jeu très grave de la balance : « Adhérer ou non au P.C.F. ».

(3) On l'opposait à Breton, au mépris de la plus évidente vérité.

(4) Dans « Littérature et Révolution », Trotsky a critiqué le concept de « culture prolétarienne ». Il y aura, avec la société socialiste, une culture socialiste ; il nous appartient de la préparer au présent par une littérature révolutionnaire. L'alternative se pose aujourd'hui dans les termes : « littérature bourgeoise » ou « littérature révolutionnaire ». Ces concepts — qui demanderaient à être précisés — restent valables, croyons-nous.

(5) Pas plus que je ne sais si les conseils ouvriers s'appelleront soviets, communes ouvrières, conseils ou tout autre chose !

(6) L'édition en un seul volume des principales œuvres de Péret — aujourd'hui difficilement accessibles pour la plupart — ressort à une nécessité évidente. Il serait à souhaiter que les amis de Péret en prennent l'initiative.

Le marxisme révolutionnaire est également éloigné du subjectivisme, qui estime possible de suppléer par la phrase révolutionnaire à l'analyse des conditions objectives, et de la soumission au fait accompli, qui s'adapte aujourd'hui à l'état fort, hier à la démocratie parlementaire. Comprendre ce qui est, c'est préparer l'avenir. Le prolétariat français ne représente plus, à l'heure présente une menace immédiate pour les bases mêmes du régime capitaliste. La tendance de l'état bourgeois ou bonapartisme apparaît toujours dans des circonstances où les fondements du régime capitaliste sont menacés, lorsque les organes normaux de l'état bourgeois démocratique — parlement, etc. — sont impuissants à conjurer la menace révolutionnaire venant des travailleurs, et à concilier les antagonismes d'intérêts qui opposent entre elles les diverses fractions de la bourgeoisie. D'une manière générale, la période historique présente a développé dans tous les pays capitalistes des traits d'un bonapartisme plus ou moins accusé. Ainsi, les pleins pouvoirs accordés avant guerre à Doumergue après les journées de février 34, comme ceux octroyés à Mollet en 1956, sont le signe des difficultés rencontrées à l'un et l'autre moment par la bourgeoisie pour régler, par les institutions de la démocratie bourgeoise, ses problèmes. Mais les profondes différences sautent aux yeux : le gouvernement Doumergue a été investi après que la classe ouvrière, par sa riposte à l'offensive fasciste, ait manifesté sa toute-puissance, de Gaulle a été amené au pouvoir après que la classe ouvrière, entraînée par ses dirigeants à une défaite politique sans combat, se soit avérée impuissante.

C'est l'incapacité à distinguer les situations et à en comprendre les caractéristiques fondamentales qui est à la base des rêveries des milieux libéraux, progressistes et stalinien, et fait l'inconsistance de la « gauche » ; laquelle « gauche », continuant à se référer aux normes de la 4^e République, va d'étonnements en pro-

testations. Ainsi, au soir du 29 janvier, de Gaulle est apparu comme le soleil libéral dont les rayons bienfaisants revivifiaient tous les espoirs. A la suite de son dernier voyage en Algérie, le président de la république est devenu le réactionnaire allié des ultras. En fait, de Gaulle poursuit une même politique : contre les ultras, réaffirmer que les intérêts de l'impérialisme passent par la construction d'un état bourgeois algérien sous contrôle français, car dans les conditions d'aujourd'hui, marquées par la faiblesse de la bourgeoisie musulmane face aux impérieuses revendications des masses algériennes, la seule voie bourgeoise pour réaliser l'autodétermination, sur laquelle F.L.N. et M.N.A. sont d'accord, c'est le maintien de la présence française. Que le F.L.N. hésite à accepter de passer par où veut le faire passer de Gaulle, cela est bien naturel. Accepter pour le F.L.N. de perdre le « monopole » des négociations, c'est se vouer à la désagrégation.



Les formes de la démocratie sont encore respectées. Il est vrai que les libertés syndicales, de presse et de réunion, qui subsistent sont des données importantes pour le prolétariat. Mais le fait majeur reste que, la classe ouvrière étant toujours en reflux politique, l'état bonapartiste continuera à régler, et lui seul, toutes les questions. La perspective d'une « démocratie renouvelée » est rejetée aux temps plus lointains où, le péril révolutionnaire redevenu une réalité immédiate, la bourgeoisie française cherchera, comme en 1936 et en 1944, à l'endiguer dans les cadres du parlementarisme bourgeois. Cela est l'histoire d'après-demain. Pour aujourd'hui et demain le bonapartisme est assuré de durer.

Février 1960.

Luttes ouvrières en cours :

grèves partielles et grèves tournantes

Il est visible que la bourgeoisie et son gouvernement vont affronter la classe ouvrière et ses organisations syndicales. La réforme de la Sécurité sociale, les lois antilabour, les projets en préparation concernant l'association capital-travail, autant de mesures dont la signification précise implique que l'état bonapartiste entend concrétiser le rapport de forces entre les classes, défavorable aux travailleurs, tel qu'il existe depuis juin 1958. Dans quelles conditions l'épreuve de force en préparation va-t-elle se dérouler ? Les données du problème se dégagent de l'analyse de la situation.



L'hebdomadaire patronal « L'Usine Nouvelle » en date du 21 avril 1960 définit ainsi la politique patronale :

« On a pu constater que, depuis le début de cette année, les grèves au sens constitutionnel et jurisprudentiel du terme ont été rares. Selon les directives de la C.G.T., l'action se limite au plan de l'entreprise et, de préférence, par des grèves perlées, des grèves tournantes, des grèves-bouchons, des débrayages. Cette technique désorganise le fonctionne-

ment d'une usine, et paralyse de telle sorte, que la direction, pour mettre fin à ce désordre, se voit contrainte à suspendre provisoirement l'activité. On dit alors qu'il y a lock-out. »

Le 25 mars 1960, la direction des usines Peugeot décide la fermeture des usines de Sochaux et de Montbéliard, et fait afficher une note avisant le personnel :

«...qu'étant donné les débrayages qui se sont succédés depuis deux jours et ont désorganisé complètement le travail, la direction, ne pouvant assurer la bonne marche des usines dans ces conditions, décide leur fermeture aujourd'hui à 12 heures pour n'être rouvertes que lundi matin 28 mars aux heures normales. »

Les syndicats, le jour de la reprise du travail, après le lock-out, envoient une lettre à la direction, où il est dit :

« Nous avons le devoir de vous informer que nous considérons que votre attitude équivaut à un désir de rupture de l'accord, et qu'un refus de votre part de prendre en

considération nos demandes précises nous obligerait, à la veille de la reprise des discussions pour le renouvellement de l'accord, à dénoncer celui-ci. »

Le 29, la direction des usines Peugeot répond :

« Le dernier paragraphe de votre communication nous informe qu'au cas où nous nous refuserions à revoir les positions que vous jugez inacceptables, une décision de résiliation de l'accord d'entreprise serait pour vous la seule solution possible. Nous considérons donc cet accord comme résilié à la date d'aujourd'hui. »

Aux usines Pied Selle à Fumez (Ardennes), après deux débrayages à la suite du congédiement de deux délégués, lock-out décidé par le patron, du 24 au soir au 28 mars à 13 heures.

Le 28 mars, par 5 voix contre 3 et une abstention, le Comité d'entreprise accepte le licenciement des deux délégués C.G.T. Le travail reprend à 13 heures.

A l'usine Frimatic (Romilly, Aube), lock-out décidé par la direction jusqu'au 28 mars.

Grève des 457 travailleurs d'une entreprise de travaux publics à Quillan (Aude), pour protester contre le licenciement de deux délégués.

A l'usine de Sud-Aviation de Nantes-Bouguenais, le 8 avril, la direction lock-oute à dater du 8 avril jusqu'au 15 avril, après avoir déclaré qu'elle se refusait à accéder à la revendication des 28 F. horaires.

Le 8 avril, à la suite d'une grève de 50 ouvriers d'un poste au Comptoir des Textiles Artificiels d'Izioux (Loire), la direction lock-oute 5.700 ouvriers, jusqu'au 21 avril 1960.

« Nous tenons à préciser », écrit la direction du comptoir d'Izioux, « que le conflit s'est terminé à la suite d'un référendum organisé par les autorités locales, référendum dont le résultat a été une très grosse majorité favorable à la reprise immédiate du travail. La reprise s'est faite aux conditions antérieures. Il n'y a eu aucune attribution de prime horaire de quelque nature que ce soit (la revendication mise en avant était de 40 F. de prime horaire). La direction a accepté de réintégrer 25 des 28 personnes dont le refus de travail avait été à l'origine de l'arrêt de fabrication. »

A l'usine Massey Ferguson, à Marquette (Nord), communiqué de la direction :

« Après de nombreux débrayages et incidents qui s'étaient produits depuis plusieurs mois à l'usine (120 arrêts de travail, 47.716 heures de travail perdues depuis 4 mois), la direction avait entrepris une action de conciliation pour mettre fin à ces conflits. C'est ainsi que la mesure de non-réembauchage de militaires démobilisés a été rapportée, que les salaires des diverses catégories de personnel ont été revus. Cependant les arrêts de travail se sont poursuivis, désorganisant la production... L'usine ne pouvant plus fonctionner dans des conditions normales, la direction vient d'être amenée à la fermer pendant deux jours. La reprise du travail est prévue pour le mardi 19 avril. »

A la General Motors (Gennevilliers), dans un communiqué, la direction fait savoir que :

« Par suite des grèves tournantes qui durent depuis le 21 mars et qui sont intervenues après une augmentation de salaires, la production des usines est arrivée à un point de désorganisation tel que la société a dû enregistrer une situation de fait qui rend impossible la continuation de la production. Dans ces conditions, la direction a dû arrêter l'activité des ateliers le vendredi 29 avril au matin. »

La direction de la General Motors termine ensuite le lock-out en licenciant 68 ouvriers.

Tous les jours, on apprend que le patronat répond par le lock-out aux grèves tournantes : chez Dunlop, à Montluçon, le 6 mai, chez Berliet à Vénissieux, le 17 mai, lock-out de trois ateliers, etc.

Pour le gouvernement « les relèvements de salaires doivent se faire à un rythme suffisamment prudent pour ne pas compromettre le niveau général des prix », ce qui est traduit en langage clair par un grand patron, M. Herail, président-directeur général de Sud-Aviation, en ces termes :

« Je ferai toujours en sorte que le personnel de Sud-Aviation soit traité au moins aussi bien que celui de la majorité des entreprises métallurgiques, ni au-delà, ni en-deçà. »

Ainsi, la politique gouvernementale et patronale consiste à répondre par le lock-out à tout mouvement déclenché sous forme de grèves tournantes dans les entreprises avec des revendications d'augmentation générale des salaires.

Durant les années qui ont suivi la grève de novembre-décembre 1947 et la grève des mineurs de 1948, la tactique des grèves tournantes a été mise au point par les stalinien, pour, en épuisant les travailleurs, leur interdire de déboucher sur la grève générale qui aurait dressé le prolétariat tout entier contre la bourgeoisie et son état. Après de durs échecs, les travailleurs, dans leur grande majorité, refusèrent de s'engager dans les grèves tournantes, en particulier à partir de 1952.

Aujourd'hui, les stalinien renouent avec cette néfaste tactique, dans une situation tout autre. Qu'il y ait un profond mécontentement dans les masses, cela est indubitable. Mais les travailleurs ne se sentent pas aujourd'hui en état d'affronter la bourgeoisie et le gouvernement dans une lutte d'ensemble. La nouvelle tactique des grèves tournantes est donc un moyen d'expression que les stalinien offrent au mécontentement ouvrier, afin d'apparaître comme étant ceux qui veulent se battre contre le patronat. Elle mène également à l'impasse : la longue énumération des lock-outs, réponse patronale aux grèves tournantes déclenchées pour arracher des revendications générales de salaires, est là pour démontrer que, partout où les stalinien ont poussé les travailleurs à s'engager dans cette tactique, ceux-ci sont rentrés sans avoir rien obtenu. Citons encore d'autres exemples.

Le 9 avril, se réunit à la mairie de Nantes une commission de conciliation pour régler le conflit à Sud-Aviation :

« Les représentants patronaux, sans rien lâcher de la revendication des 28 F., ont proposé d'examiner la possibilité d'une recommandation commune, relative à la réouverture de l'usine, en contrepartie d'un engagement pris par les syndicats de faire reprendre normalement le travail par le personnel ouvrier. »

« L'Humanité » du 11 avril 1960 justifie le refus syndical en ces termes :

« Le directeur a déclaré à la commission de conciliation qu'il consentirait à lever le lock-out à condition que les ouvriers s'engagent à reprendre normalement le travail. Ce serait l'abandon des revendications. Dans ces conditions, les travailleurs ne marchent pas. »

Le 14 avril, un référendum est organisé. 793 ouvriers sur plus de 2.000 y participent, 449 se prononcent pour la reprise du travail, 342 contre.

« L'Humanité » du 15-4-60 ne manque pas de souffle en triomphant :

« Le lock-out de l'usine Sud-Aviation de Nantes est levé. Les 2.600 ouvriers et employés reprennent le travail ce matin... Nous présentons nos revendications des 28 F. Nous verrons après... la direction générale a dû accepter de rencontrer les délégués le 22 avril. »

Les grèves tournantes, si elles n'ont pas fait aboutir la revendication des 28 F. „ni avant, ni après le 22 avril, ont néanmoins arraché cette victoire... que 2.600 travailleurs ont été lock-outés durant 8 jours !

Reprenons « L'Humanité ».

6 avril : General Motors, 86^e débrayage.

12 avril : General Motors, 113^e débrayage.

18 avril : General Motors, 174^e débrayage.

Résultat :

29 avril : Lock-out, et 68 ouvriers licenciés !

Jean Breteau, secrétaire général de la fédération des métaux C.G.T., dans un discours aux délégués de la métallurgie parisienne, a déclaré :

« Le patronat craint les actions répétées, il s'acharne à les combattre par l'intimidation et la provocation, parce qu'elles lui font du mal. C'est la preuve que cette tactique est juste. »

« La Vie Ouvrière » renforce en écrivant :

« Le goutte à goutte n'épuise pas la force des travailleurs en action et finit par ronger la résistance nationale. »

Pourtant, les faits sont là, irréfutables, ils démontrent que la tactique des grèves tournantes fait plus de mal aux ouvriers qu'aux patrons, et que le « goutte à goutte », qui « n'épuise pas la force des travailleurs en action », finit par ronger... la résistance des ouvriers.

Mais la duplicité stalinienne est sans limites. Breteau, dans son discours, dit :

« Il faut donc mener l'action particulière pour des revendications particulières, mais il faut aussi montrer aux travailleurs comment il est possible d'obtenir des revendications plus importantes, valables pour l'ensemble des travailleurs de la métallurgie d'une localité, d'un département, d'un trust, de toute une branche d'industrie. »

Ce que « La Vie Ouvrière » traduit ainsi :

« Les actions partielles qui créent des brèches, ne peuvent se séparer des combats de plus grande envergure, qu'il faut préparer dans les luttes quotidiennes. »

Il est faux de placer un signe égal entre grèves tournantes et grèves partielles. Les grèves tournantes sont des grèves répétées, déclenchées en général à l'échelle d'un atelier (quelquesfois d'une entreprise) pour l'obtention de revendications générales de salaires. De 1948 à 1952, comme aujourd'hui, ces grèves tournantes se sont soldées par de lourds échecs pour la classe ouvrière. Loin de préparer une lutte d'ensemble à l'échelle « d'une localité, d'un département, d'un trust, de toute une branche d'industrie », cette tactique démobilise la combativité ouvrière. Les actions partielles sont des mouvements visant à l'obtention de « revendications particulières » ; effectivement, de telles actions peuvent aboutir. Ainsi, les 200 ouvriers de l'entreprise Schwartz-Haumont, qui travaillent à la canalisation du gave de l'Aspe, ont, après une grève, obtenu satisfaction sur des revendications d'indemnités de panier et de déplacement. Sur les temps également, les ouvriers en lutte arrivent à faire reculer les patrons.

En fait, aujourd'hui comme hier, l'augmentation générale des salaires ne pourra être arrachée que par l'action générale. Présentement, les conditions d'une lutte générale ne sont pas remplies ; pour préparer ces conditions, il faut, aujourd'hui comme hier, condamner la tactique démobilisatrice des grèves tournantes, qui n'aboutit qu'au lock-out dans les entreprises privées et nationalisées, et qui, dans les services publics, amènera une situation peut-être pire que celle de juin 1959 chez les cheminots, situation dont on se souvient : les fédérations syndicales, après avoir décidé une grève de 8 heures, ont dû précipitamment reculer devant l'ordre de réquisition du gouvernement.

Les grèves tournantes, décidées par les syndicats, sont effectivement déclenchées et dirigées par les syndicats. Il est remarquable de constater au contraire que les travailleurs décident souvent eux-mêmes les mouvements partiels et les actions particulières. Les mineurs de Provence, placés devant la « déportation » d'une centaine d'entre eux dans une mine de bauxite, débrayèrent spontanément, font « prisonniers » quatre ingénieurs des mines, et n'acceptent le déplacement des ouvriers désignés qu'après avoir contraint la direction à une augmentation substantielle de la prime de déplacement, et à la garantie de leur réemploi. La solidarité unanime des mineurs a fait reculer les Houillères.

De même, contre la mise en place d'un horaire qui, non seulement entraînait la suppression de 55 postes, mais encore intensifiait considérablement leur travail, les cheminots de Lyon-Perroche débrayèrent spontanément, sans ordre syndical, bientôt suivis par les cheminots de la région. Devant l'extension du mouvement, la direction de la S.N.C.F. doit reculer.

De telles actions « particulières » sont des tests significatifs. Le patronat et le gouvernement s'efforcent de mettre à profit le rapport des forces défavorable aux travailleurs pour « rationaliser » la production. Journées chômées dans les mines, « déportation » des mineurs en « suspens » vers de nouveaux lieux de résidence, mise en place à la S.N.C.F. d'un horaire de travail qui allonge le temps de service et supprime des postes (d'où intensification du travail, automatisation dans les bureaux et administrations, etc.), toutes mesures qui imposent la surexploitation capitaliste aux fins de rendre l'économie française « compétitive ». Ce sont les masses

qui supportent intégralement cette politique de « rationalisation », qui est destinée à se développer dans la prochaine période. Les travailleurs des mines de Provence et du rail ont riposté et imposé un recul. Mais le dispositif est toujours en place, et, demain, il faudra à nouveau se battre contre lui. Ce qui est remarquable, c'est que ces actions se sont déclenchées spontanément, hors des directives de l'appareil syndical. De plus, une amorce de généralisation à la base s'est développée. Les travailleurs sentent que de telles actions sont infiniment plus à leur portée et sous leur propre contrôle que les grèves tournantes sur des revendications générales. C'est pourquoi ils s'y engagent avec plus d'audace, n'hésitant pas à utiliser les formes radicales de l'action directe.

Il serait erroné de conclure néanmoins que la classe ouvrière est d'ores et déjà engagée dans une évolution qui devrait l'entraîner sous de courts délais vers des actions généralisées, du type de celles de 1953 et 1955. Nous n'en sommes malheureusement pas là. Mais, dans de telles luttes, contrairement aux grèves tournantes qui les épuisent, les travailleurs reprennent confiance en eux-mêmes, renouent avec la solidarité dans des actions décidées par eux-mêmes, contrôlées directement par eux.

19 mai 1960.

Après l'échec de la conférence au sommet

LA conférence au sommet vient donc de s'achever dans le désarroi avant que d'avoir commencé. Désarroi des milieux diplomatiques, qui s'interrogent sur les perspectives qu'ouvre une rupture inattendue, désarroi des journalistes qui — une fois n'est pas coutume — en perdent le goût des hypothèses osées. Et, certes, il est trop tôt pour se livrer à des prévisions météorologiques sur l'atmosphère internationale dans les mois à venir. Par contre, il est nécessaire et possible de dégager un certain nombre de faits.

En premier lieu, le thème de propagande majeur sur lequel a été orchestrée la campagne pour la conférence était la « coexistence pacifique ». Cette conférence devait être un championnat des grands combattants de la paix. L'intimité des rapports de Khrouchtchev avec la colombe de la paix a été largement commentée par les dirigeants communistes. Et ils allaient même jusqu'à accorder qu'Eisenhower était un héraut de la paix. Le 15 mai, l'inimitable Courtade voit encore en lui un « homme incertain qui a eu des gestes de bonne volonté et des intuitions justes, qui peut en avoir encore ». (« L'Humanité »).

Voilà donc réunis ces chefs de gouvernements dont dépend le destin du monde, et leur impuissance devient évidente en quelques heures. Il est alors clair que, malgré la concentration politique des états américain et russe, qui gonfle à l'extrême le pouvoir dont disposent Eisenhower et Khrouchtchev, ceux-ci, tels des apprentis sorciers, ne contrôlent qu'imparfaitement les forces sociales. On peut exclure les masses d'une conférence au sommet, et prétendre faire cette conférence contre elles ; il n'en reste pas moins qu'en dernière analyse, aujourd'hui comme hier, et peut-être davantage, ce sont les masses qui font l'histoire, et non pas les représentants de la bourgeoisie ou de la bureaucratie. Certes, il est évident que les masses ne tiennent pas précisément à faire les frais d'une troisième guerre mondiale. Et c'est pourquoi un accord, même limité, qui éloignerait les perspectives de la guerre, serait accueilli avec soulagement. Mais il ne faut pas oublier que cet accord serait, en tout état de cause, un pacte contre la révolution. Car, en définitive, le seul terrain d'entente d'Eisenhower et de Khrouchtchev ne peut être que celui d'une action contre-révolutionnaire, d'une nouvelle sainte-alliance. Ecrivant cela, nous ne voulons pas dire, ce qui serait absurde, qu'il faut souhaiter l'échec de tout accord au sommet. Simplement, il faut dissiper l'illusion que l'on pourrait régler favorablement le sort des peuples sans qu'ils aient un mot à dire.

Il est nécessaire de réaffirmer que la paix sera gagnée définitivement seulement quand le système capitaliste et la bureaucratie auront été détruits. Les républiques des Conseils Ouvriers n'auront aucune peine à construire un système cohérent à l'échelle mondiale.

La signification immédiate et pratique de cette appréciation est que les conversations au sommet doivent être appréciées tactiquement selon qu'elles sont plus ou moins favorables à l'action autonome des masses, et sans qu'en aucun cas il puisse y avoir d'illusion sur les possibilités qu'elles offrent. Quand Lénine démasquait, après 1914, les « pacifiques » phraseurs et la S.D.N., cette « caverne de brigands », c'était dans un but très précis d'éducation politique. Mieux vaut une désillusion, même profonde, qu'un espoir erroné. Aujourd'hui comme en 1920, une paix durable ne peut sortir que de l'action révolutionnaire des masses, et non des conférences diplomatiques des « grands ».

Certes, comme l'U.R.S.S., grâce aux fusées intercontinentales, a réalisé, sur le plan militaire, l'« équilibre de la terreur », cependant que les alliances des U.S.A. se désagrégeaient en partie, la solution militaire qui, au moment de la guerre de Corée, paraissait préférable, pour certains milieux des U.S.A., à la prolongation de la guerre froide, a perdu sa signification dans la mesure où elle n'apparaît plus possible rapidement et sans dégâts d'une ampleur incalculable. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit écartée à tout jamais ; la menace d'une crise économique grave aux U.S.A. peut notamment la faire ressurgir. Ni, non plus, que la politique qu'elle exprimait soit périmée. Les U.S.A. ont un besoin impérieux de reconquérir le marché mondial et, plus précisément, de s'ouvrir le marché chinois. La structure même de l'état et de l'économie issus de la révolution chinoise interdit une pénétration purement économique, et le risque d'un conflit grave demeure donc en permanence.

Pour ces raisons, la possibilité d'accords profonds et durables est exclue. Dans l'époque que nous vivons, ces accords peuvent être remis en question à tout moment. L'ajournement de la conférence au sommet le montre précisément, alors que tout semblait au point pour un succès ou moins de façade. Le fait paradoxal en apparence est que la responsabilité de la rupture incombe à l'U.R.S.S., dont toute la politique extérieure, depuis que Khrouchtchev est au pouvoir, était fondée sur les possibilités de la « coexistence pacifique », sur l'intérêt de conversations directes entre chefs de gouvernement.

L'incident de l'avion américain abattu n'est ici, bien sûr, qu'un prétexte, et Eisenhower a fait montre à ce propos d'une attitude fort conciliante. La question qui reste posée (et à laquelle les prochaines semaines apporteront sans doute un début de réponse) est de savoir pourquoi Khrouchtchev a saisi ce prétexte avec avidité. Faut-il y voir le résultat d'un conflit interne à la bureaucratie russe, dont certains éléments sont inquiets quand à la stabilité de l'édifice social de l'U.R.S.S. qui, dès lors que les tensions extérieures s'affaiblissent,

risquerait d'être remise en cause par les masses? Faut-il y voir le résultat d'une pression de la Chine, le P.C. chinois pouvant assez mal tolérer les perspectives d'une détente réalisée plus ou moins à ses dépens? Ces deux hypothèses doivent sans doute être conjuguées. Mais il faut remarquer — hypothèse extrême — qu'une liquidation éventuelle de Khrouchtchev ne résoudrait rien pour la bureaucratie. Le successeur se retrouverait devant les mêmes problèmes, sans solution durable possible, et il serait vraisemblablement obligé de chausser à son tour les sabots de Khrouchtchev et de s'engager sur la route de la « coexistence », car la bureaucratie russe, qui a usurpé l'héritage de la révolution d'octobre, recherche dans le monde entier le statu quo, la stabilité, l'accord avec le régime et les hommes en place. Elle redoute par-dessus tout le pouvoir d'exemple de l'action révolutionnaire des masses sur les travailleurs de l'U.R.S.S. elle-même, qui supportent toujours plus mal les privilèges exorbitants de leurs maîtres.

Aussi bien, on a remarqué avec quel soin Eisenhower et Khrouchtchev évitaient de fermer la porte à de futures négociations. Quels que puissent être les épisodes spectaculaires, voire « dramatiques », de ces prochains mois, il est très probable que les conversations reprendront avec le successeur d'Eisenhower à la présidence des U.S.A., et seront, d'ici là, préparées en sous-main.

Néanmoins, les événements de ce mois de mai 1960 ne peuvent

manquer d'ébranler quelque peu le mythe de la « coexistence pacifique des systèmes ». L'économie capitaliste mondiale ne trouvera pas de nouvelle jeunesse, de nouvel équilibre historique.

Les nécessités les plus fondamentales du régime social sur lequel il repose poussent l'impérialisme américain à lutter pour rouvrir, à ses marchandises et à ses capitaux, les marchés chinois et russes. Il ne peut que poursuivre cette politique, pacifiquement si cela apparaît possible, par la force s'il n'est plus d'autre voie. De son côté, la bureaucratie stalinienne, si puissant que soit son désir d'aboutir à un accord, sait que toute concession de nature à porter atteinte à l'économie planifiée au profit du capitalisme se heurterait à une résistance massive et acharnée du prolétariat russe, aux conséquences dangereuses pour le régime bureaucratique lui-même. C'est, finalement, sur les natures de classe antagonistes de l'économie capitaliste des monopoles et de l'économie planifiée de l'U.R.S.S. qu'achoppe et qu'achoppa toujours, en dernier ressort, le rêve doré de la « coexistence pacifique ».

La réalité est sans doute plus amère, mais le devoir des révolutionnaires est de la mettre en lumière : seule, une succession de révolutions prolétariennes victorieuses peut conjurer à tout jamais le spectre de la troisième guerre mondiale, le spectre de l'anéantissement thermonucléaire.

19 mai 1960.

Achetez tous vos livres

à la **S**ociété de **P**resse, **E**dition, **L**ibrairie

5, Rue de Charonne - PARIS-XI'

*envoi franco dans la semaine de n'importe quel livre
contre remboursement au C.C.P. 6032-01 Paris*

Quelques ouvrages récemment parus

UNE EDITION DES ŒUVRES COMPLETES DE V.I. LENINE est actuellement en cours. Elle comprendra plus de 40 volumes (de 400 à 600 pages chaque).

Déjà parus les tomes : 1 - 2 - 4 - 20 - 23 - 24 - 25 - 26 - 36.
Chaque volume RELIÉ : 5 NF.

Lénine tel qu'il fut (Collection de souvenirs et récits).

Deux volumes reliés. Tome I : 750 pages, 5 NF. Tome 2 : 952 pages, 7,50 NF.

MAURICE DOMMANGET : *Blanqui et l'opposition révolutionnaire à la fin du second Empire*. 1 fort volume, 11 NF.

Vient de paraître :

TROTSKY. *Journal d'exil*. 12 NF.

Marx-Engels : *Sur la Religion*. 12 NF.

M. Choury : *Les origines de la Commune*. Paris livré. 8 NF.

Dautry et Scheller : *Le comité central républicain des vingt arrondissements de Paris*. 17,50 NF.

Georges Lukacs : *Histoire et conscience de classe*. 19,50 NF.

NOTES DE LECTURE

« LE MARXISME EN QUESTION »

LE petit livre de Pierre Fougeyrollas, professeur de philosophie, ancien membre du Parti Communiste Français, s'intègre dans la récente floraison d'articles, essais, livres et sommes dus à la plume d'intellectuels en rupture de stalinisme et avides de communiquer au public français leurs réflexions, hélas ! non point tant, le plus souvent, sur la terrible dégénérescence que représente la « pensée » stalinienne par rapport au marxisme — ils auraient sans doute pu, sur ce terrain, apporter une intéressante contribution à la démystification de l'opinion et rouvrir la voie à de véritables recherches marxistes. Mais non, ils veulent remonter aux sources, disent-ils, et remettre en question, non pas tant Staline et ses disciples français, mais Marx, Engels et Lénine. Certes, le marxisme n'est pas une doctrine toute faite, une fois pour toutes, et ceux qui l'ont créée et développée ne sont pas des pères de l'église, dont les moindres phrases seraient paroles d'évangile. Aucun marxiste ne s'interdit ni n'interdit à qui que ce soit la réflexion critique sur les textes de Marx, Engels, Lénine, etc. Le malheur, c'est que nos actuels « rénovateurs en tout genre », selon l'expression qu'employait Pierre Lambert dans cette même revue, ne nous livrent que des banalités affligeantes, déjà largement découvertes et exposées par les révisionnistes de la fin du siècle dernier ou par d'autres novateurs d'avant la dernière guerre mondiale. Leur entreprise, au lieu de stimuler la recherche, ne fait ainsi qu'en abaisser encore davantage le niveau. Au lieu de travailler à redonner à la classe ouvrière l'instrument intellectuel de sa libération, elle la désarme encore davantage et se fait la complice de la classe exploiteuse dans son travail de mystification et de désarmement idéologique du prolétariat. D'ailleurs la caractéristique de ces « rénovateurs » est de se moquer éperdument de la classe ouvrière, ils ne croient pas qu'elle existe ! Que, de leurs années de militantisme dans le parti stalinien, qui se prétend le grand parti de la classe ouvrière, ils sortent avec de telles conclusions, cela aussi en dit long sur le stalinisme !

Mais revenons à l'ouvrage de Pierre Fougeyrollas, qui a le mérite d'être bref. Il contient un exposé, vu sous l'angle philosophique, des principales thèses de Marx. Pour lui, l'idée-force qui fait l'unité du marxisme, c'est l'aliénation. Partant de la brochure de Lénine sur les trois sources du marxisme, il montre comment, de la philosophie classique allemande, c'est surtout l'idée d'aliénation que Marx a retiré ; des économistes anglais, il a retiré l'aliénation économique incarnée dans la marchandise, dénonçant chez ceux-ci la mystification qui fait des lois économiques capitalistes des lois éternelles, c'est-à-dire dénonçant l'arrêt au niveau de l'aliénation ; de même enfin, il s'inspire du socialisme français et le dépasse vers un socialisme scientifique en découvrant que la libération de l'homme est conditionnée par la liquidation de l'aliénation économique. Mais, dit Fougeyrollas, « l'effort de démystification est toujours à refaire ». Certes, qui dit le contraire ? Pas nous en tout cas, et nous sommes bien d'accord qu'il faut toujours recommencer la lutte contre la « retombée dogmatique ». Ce n'est pas là un argument contre Marx, mais contre les déformations qu'ont fait subir les épigones à sa pensée. Cependant, il y a sans cesse chez Fougeyrollas, comme chez ses confrères es rénovation du marxisme, une tendance à confondre cette « retombée dogmatique » avec la force vive du marxisme lui-même, à jeter l'enfant avec l'eau du bain !

Le livre de Fougeyrollas est ainsi rempli de brillantes analyses de tel ou tel thème marxiste ; il réfute même de façon très pertinente les critiques qui, croyant démolir le marxisme, n'en démolissent qu'une caricature. Le marxisme, précise-t-il par exemple, n'est pas un déterminisme économique : « Il n'y a pas, d'une part, les forces productives qui seraient exclusivement causes, et, d'autre part, les rapports de production qui ne seraient que les effets de ces causes... La réalité de l'existence humaine se manifeste à la fois comme un ensemble de forces productives agissant sur le milieu naturel et comme une totalité de rapports constitutifs de la société » (pp. 29-30). De même dit-il, avec raison à mon sens, que le marxisme est un matérialisme méthodologique et non un matérialisme ontologique, ou bien répond-il à des sociologues comme Gurvitch, qui ne voient pas pourquoi il faudrait privilégier dans les faits sociaux leur aspect économique, que l'« hypothèse » marxiste est, pour l'historien, le sociologue, et l'économiste, « un point de départ, non dénué de postulats, mais apte à stimuler leurs recherches plus efficacement peut-être que l'idée de l'absence d'aspect dominant dans la réalité sociale, qui risque, quant à elle, d'épuiser son contenu dans la reconnaissance de l'inextricable enchevêtrement des processus sociaux » (p. 49). De même encore, dans tout le chapitre consacré à la notion de classe, dénonce-t-il les insuffisances des définitions données par les sociologues, et reconnaît-il que la notion marxiste de classe est la plus fidèle aux faits, voyant dans la classe une réalité à la fois objective et subjective, la conscience n'étant pas obligatoirement un élément constitutif de la classe puisque celle-ci est d'abord objet du devenir social avant d'en devenir le sujet.

Malheureusement, Fougeyrollas ne peut s'empêcher d'enfourcher, aussitôt après, le dada tellement à la mode des différenciations au sein des classes. Certes, elles existent, comme elles ont toujours existé ; mais pourquoi reprocher à Marx une dichotomie qui n'est pas son fait ? Et pourquoi terminer le chapitre sur cette note, alors qu'en distinguant plus haut classe et conscience de classe, Fougeyrollas lui-même donnait la réponse marxiste ?

Sur un autre point encore, notre auteur découvre une « faiblesse du marxisme », après avoir lui-même montré comment Marx a donné de quoi la combler. Il s'agit de ce qu'il appelle l'« autonomisation » des institutions, appareils de gouvernements, de partis, etc. La prédiction du dépérissement de l'Etat lui paraît procéder de l'ignorance de ce phénomène de vie relativement autonome par rapport aux classes et aux rapports sociaux dont sont issus les appareils, phénomène qui, cela est indéniable, a pris des proportions inconnues du temps de Marx. Pourtant, comme le dit Fougeyrollas lui-même, Marx pressentait déjà cela dans ses analyses du Dix-huit Brumaire, Lénine le continue dans l'Etat et la Révolution, et, ce dont il s'agit, c'est de prolonger et approfondir les analyses faites depuis par d'autres marxistes authentiques, car je ne vois pas qu'il ait été apporté d'explication plus satisfaisante de ce qu'est la bureaucratie par des gens se réclamant d'autres méthodes.

Et l'on retrouve le même phénomène de mauvaise foi — consciente, ou inconsciente ? — quand l'auteur enfourche de même le dada cher à Burnham et à tous nos modernes sociologues : la classe qui succédera à la classe capitaliste, ce ne sera pas celle des prolétaires, mais celle des technocrates. Hélas ! l'analyse économique à laquelle se livre Fougeyrollas pour justifier à son tour, après bien d'autres, ces prévisions, manque totalement de sérieux : quand on est agrégé de philosophie, on n'est pas forcément

qualifié pour parler d'économie politique ! Les transformations du capitalisme, dont on fait si grand cas, ne contredisent pas en fait les perspectives de Marx, et, si l'avènement du socialisme n'est pas, selon Marx lui-même, comme le reconnaît d'ailleurs Fougeyrollas, quelque chose d'automatiquement assuré, il n'est pas besoin d'être grand clerc en économie politique pour voir qu'aujourd'hui l'autre possibilité, ce n'est pas ce capitalisme aménagé par les technocrates, mais bien celle prévue par Marx, la barbarie. Le socialisme serait « un beau risque à courir ! » Et l'autre risque, celui qui résulte des contradictions insolubles du capitalisme, de la course aux armements atomiques, etc. ?

En face de ce risque gigantesque auquel il faut une réponse aussi radicale et englobant la totalité de la collectivité humaine que le risque est radical et menace la planète entière, notre auteur, lui, oppose ses solutions : « auto-gestion » au niveau des entreprises, « autoadministration », « autonomie spirituelle » ! De qui se moque-t-il avec cet aimable canular ? Tout se passe comme si Pierre Fougeyrollas, se servant de son intelligence, ne pouvait faire autrement que de reconnaître que, même vieux de quelques décades, le marxisme est la seule méthode de recherche et d'action vraiment sérieuse et à la mesure des réalités sociales actuelles ; et il le fait continuellement dans son livre. Mais ne voulant absolument pas en tirer les conclusions pratiques, il se ferme aussitôt les yeux sur ce qu'il vient d'expliquer de façon convaincante pour nous sortir des balivernes monumentales. Une excellente preuve par l'absurde que le marxisme « en question » est plus actuel que jamais !

J. H.

Histoire et conscience de classe de Georg LUKACS

Traduction Kostas Axelos et Jacqueline Bois

Ce livre, dont les divers éléments ont été rédigés par le célèbre philosophe marxiste hongrois de 1920 à 1922, est paru à Berlin en 1923. Condamné en 1924 comme hérétique par l'Internationale Communiste déjà en voie de dégénérescence stalinienne, il n'a pas été republié depuis et reste donc à peu près introuvable dans l'original.

Aussi sa parution en traduction française constitue-t-elle un événement important pour les marxistes, et mérite-t-elle qu'on y consacre plus que quelques lignes de bref compte rendu. Le prochain numéro de « La Vérité » contiendra donc une analyse plus développée de ce livre capital.

Bornons-nous à indiquer ici qu'il se compose d'une série d'articles plus ou moins polémiques et de conférences traitant des problèmes du parti révolutionnaire, de la révolution russe d'Octobre 1917 et de l'attitude de Rosa Luxembourg à son égard. Mais près de la moitié du livre est occupée par un essai fondamental de philosophie marxiste, intitulé « La Réification et la Conscience du Proletariat », dont le morceau central est une remarquable analyse de la philosophie classique allemande d'un point de vue matérialiste historique. C'est ce chapitre surtout qui a exercé une grande influence, en France et ailleurs. Comme le reste du livre, il n'a rien perdu de son actualité.



SOMMAIRE

Des militants ouvriers menacés du tribunal militaire pour délit d'opinion.	1
Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire	3
JOURNAL :	
Luttes ouvrières en cours : grèves partielles et grèves tournantes (p. 26). — Après l'échec de la conférence au sommet (p. 29) .	4 et 26
KARL MARX :	
Les principes sociaux du christianisme	7
La religion est l'opium du peuple	7
FRANÇOIS MANUEL :	
Du nouveau sur Imre Nagy, Moscou et la révolution hongroise ..	8
L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois	11
LÉON TROTSKY :	
Jean Jaurès. (<i>Brochure à détacher</i>)	13
Lettre ouverte aux ouvriers français	21
HENRI LANGLOIS. — Benjamin Péret	24
NOTES DE LECTURE	31

LA VÉRITÉ

REDACTION-ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris-XI^e

ABONNEMENTS. — Un an (4 n^{os}) : 7,50 NF. — Etranger : Un an (4 n^{os}) : 9 NF.

Soutien : 10 NF et 20 NF.

C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-XI^e.

